

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

28 JANVIER 2011

Proposition de loi favorisant la protection de la création culturelle sur Internet

(Déposée par M. Richard Miller)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 21 avril 2010 (doc. Sénat, n° 4-1748/1 - 2009/2010).

La création culturelle est vitale pour toute société.

À chaque époque le créateur éveille, transmet, raconte, transforme, bouleverse, provoque, dénonce, ... Il suscite l'épanouissement individuel, les émotions, les interrogations qui engendrent davantage de cohésion ou bien certaines révolutions.

À chaque époque, la création a façonné la société.

Le travail et le rôle de l'artiste dans toute société n'ont pas toujours été reconnus concrètement à leur juste valeur que ce soit au niveau social ou fiscal.

Le statut social des artistes a longtemps fait débat. Depuis 2003, les artistes sont présumés salariés. Ils peuvent ainsi bénéficier de la sécurité sociale des travailleurs salariés.

Les particularités de ce travail entraînent très souvent une irrégularité de rentrées des revenus liée aux périodes de maturation et de conception souvent longues sans garantie d'un succès commercial.

Conscient de cette problématique, le législateur a depuis plusieurs années pris une série de mesures pour améliorer le statut à la fois social et fiscal de l'artiste (par exemple: la loi du 16 juillet 2008 modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 et organisant

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2010-2011

28 JANUARI 2011

Wetsvoorstel strekkende tot een betere bescherming van culturele creaties op het internet

(Ingediend door de heer Richard Miller)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 21 april 2010 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-1748/1 - 2009/2010).

Culturele creaties zijn fundamenteel voor elke samenleving.

In alle tijden wekt de ontwerper dingen op en geeft ze door, hij vertelt, transformeert, keert om, provoceert, hekelt, ... Hij wekt individuele ontplooiing, emoties, vragen op die voor meer cohesie of zelfs bepaalde revoluties zorgen.

Altijd hebben creaties de samenleving vorm gegeven.

Het werk en de rol van artiesten in elke samenleving zijn niet altijd concreet naar waarde geschat op sociaal of fiscaal gebied.

Over het sociaal statuut van artiesten is lang gedebatteerd. Sinds 2003 worden kunstenaars verondersteld in loondienst te werken. Zo kunnen ze de sociale zekerheid van werknemers genieten.

De specifieke kenmerken van dit soort van werk zorgen ervoor dat de inkomsten onregelmatig toestromen door de vaak lange periodes van rijping en ontwerp zonder garantie op een commercieel succes.

De wetgever is zich van deze problematiek bewust en heeft sinds enkele jaren een reeks maatregelen genomen om het sociaal en fiscaal statuut van kunstenaars te verbeteren (bijvoorbeeld de wet van 16 juli 2008 tot wijziging van het Wetboek van de

une fiscalité forfaitaire des droits d'auteur et des droits voisins).

La société des nouvelles technologies et de l'Internet que nous connaissons aujourd'hui a révolutionné le monde culturel et a fait évoluer les usages.

L'importance des innovations technologiques et des nouvelles applications médias ne fait bien évidemment aucun doute. Internet représente un important outil de diffusion et de promotion culturelle mais également un outil de socialisation incontournable.

L'usage quotidien de l'Internet est la plupart du temps un usage culturel et de loisirs.

Il est cependant nécessaire que cette utilisation se fasse dans le respect du travail des auteurs, des artistes et de tous ceux qui contribuent à l'édition et à la production.

Le phénomène du téléchargement est devenu un véritable phénomène de société. L'internaute télécharge tout et partout sur son ordinateur, son baladeur numérique, son téléphone mobile, ...

Les derniers films sortis au cinéma (ou bien souvent de plus en plus, encore diffusés en salle), les derniers albums musicaux, les livres récents, ..., tout est mis de plus en plus rapidement à disposition sur la Toile.

Les secteurs de la musique, du film ou du jeu ont pris la mesure de la révolution que leur imposait Internet. Ils ont développé une offre légale et sécurisée en ligne. Plusieurs magasins de musique en ligne comme iTunes, les services de VOD (*video on demand*) comme ceux de Belgacom, Telenet et VOO et les sites Internet de différents journaux et magazines sont bien entendu connus depuis quelques années. Ainsi, rien qu'en Belgique, il y a déjà des millions de chansons et des centaines de films et de jeux vidéo mis légalement à la disposition du consommateur par l'Internet.

Si le téléchargement est en soi un outil de développement culturel, le téléchargement illégal, lui, est une véritable menace pour la création culturelle.

On assiste actuellement à un gigantesque vol généralisé et organisé. La pratique du téléchargement via des offres illégales de contenu est à ce point confortablement installée que les internautes n'ont même pas l'impression de porter une atteinte, si petite soit-elle, aux droits d'auteur.

Le téléchargement illégal s'effectue beaucoup aujourd'hui sur des réseaux *peer-to-peer* («de pair à pair», entre deux individus). Le *peer-to-peer* est un réseau d'échange et de partage de fichiers entre

inkomstenbelastingen 1992 en tot instelling van een forfaitaire belastingregeling inzake auteursrechten en naburige rechten).

De huidige samenleving met de nieuwe technologieën en het internet, heeft een omwenteling in de culturele wereld en een evolutie van de gebruiken teweeggebracht.

Het belang van technologische innovatie en nieuwe mediatoeepassingen lijdt uiteraard geen twijfel. Internet vormt een belangrijk hulpmiddel voor culturele verspreiding en bevordering, maar ook een niet weg te denken socialisatiemiddel.

Internet wordt dagelijks gebruikt, meestal voor cultureel gebruik en als vrijetijdsbesteding.

Toch moet het internet worden gebruikt met respect voor het werk van auteurs, kunstenaars en al wie heeft bijgedragen tot de uitgave en productie.

Downloaden is een echt maatschappelijk fenomeen geworden. De internetgebruiker downloadt alles en overal op zijn computer, zijn mp3-speler, zijn gsm, ...

De laatste films die in de bioscoop zijn uitgebracht (of zoals steeds vaker gebeurt, die nog in de zalen worden gespeeld), de laatste muziekalbums, recente boeken, ..., alles wordt steeds sneller ter beschikking gesteld op het net.

De muziek-, film- of spelletjessectoren zijn meegegaan in de revolutie waartoe het internet hen verplichtte. Ze hebben een legaal en beveiligd online-aanbod uitgewerkt. Verschillende onlinemuziekwinkels zoals iTunes, de VOD-diensten (*video on demand*) zoals die van Belgacom, Telenet en VOO en de websites van verschillende kranten en tijdschriften zijn uiteraard sinds enkele jaren bekend. Zo staan er in België alleen al miljoenen muzieknummers, duizenden artikels en boeken en honderden films en videogames legaal ter beschikking van de consument via internet.

Hoewel downloaden op zich een middel voor culturele ontwikkeling is, vormt illegaal downloaden dan weer een ware bedreiging voor culturele creaties.

Momenteel worden we geconfronteerd met gigantische diefstal op een veralgemeende en georganiseerde manier. Illegaal downloaden is zodanig ingeburgerd dat de internetgebruikers zelfs niet de indruk hebben dat ze — hoe kleinschalig ook — de auteursrechten schenden.

Illegaal downloaden gebeurt tegenwoordig vaak op *peer-to-peer*-netwerken (tussen twee individuen). *Peer-to-peer* is een netwerk voor het uitwisselen en delen van bestanden tussen miljoenen internetgebruik-

millions d'internautes. Il met directement en liaison un internaute avec un autre internaute qui possède un fichier désiré.

Le comportement du consommateur est guidé par cette gratuité. L'achat d'un CD ou un DVD lui paraît complètement absurde quand Internet vous propose le même contenu sans aucun frais.

Cependant la gratuité de la culture a ses limites !

L'argument que la gratuité de la culture répondrait à une demande sociale ne peut être retenu dans un tel contexte. Pourquoi accepter que l'internaute pirate une œuvre protégée par le droit d'auteur alors qu'il a visiblement les moyens de s'acheter le matériel qui lui permet de télécharger des fichiers culturels sans aucune limite, alors que des sites légaux de téléchargement se développent, alors que des solutions peu onéreuses de location ou de prêt de CD, DVD, ..., existent ?

La menace est non seulement culturelle mais aussi économique. Quelques exemples chiffrés.

Une étude a récemment démontré l'importance économique des droits d'auteur et des droits voisins en Belgique. Il s'agit de secteurs d'activités sur lesquels le droit d'auteur et les droits voisins ont une importance capitale.

Celle-ci a révélé que ce secteur, en 2008, emploie 92 286 équivalents temps-plein auprès de 9 138 employeurs, ce qui représente respectivement 3,25 % des travailleurs et 4,07 % des employeurs à l'échelle nationale. Cela équivaut à 2,9 % du PIB.

Près de 100 000 personnes vivent donc du droit d'auteur à travers la création, l'édition, la production et la distribution de films, de livres, de journaux, de musiques, de programmes télévisés et vidéos.

Le secteur a également investi plus de 1,2 milliard d'euros, ce qui équivaut à 2,9 % de l'ensemble des investissements en Belgique.

La contribution économique de ce secteur est donc plus importante qu'il n'y paraît.

Selon un rapport récent de la Fédération internationale de l'industrie phonographique (IFPI), 95 % du marché de la musique numérique est illégal (1). Le fait que la Belgique et les artistes belges souffrent tant des téléchargements illégaux ressort également des résultats d'une étude de marché belge. En automne 2008, les téléchargements illégaux du nouvel album de Novastar, *Almost Bangor*, ont été mesurés pendant deux mois. Les résultats permettent de constater que

kers. Een dergelijk netwerk brengt een internetgebruiker in verbinding met een andere internetgebruiker die een gewenst bestand bezit.

Deze kosteloosheid stuurt het consumentengedrag. Een cd of dvd kopen lijkt compleet absurd wanneer internet dezelfde inhoud gratis aanbiedt.

De kosteloosheid van cultuur heeft echter grenzen !

Het argument dat de kosteloosheid van cultuur tegemoetkomt aan een maatschappelijke vraag, gaat in een dergelijke context niet op. Waarom zou men aanvaarden dat de internetgebruiker een illegale kopie maakt van een werk dat door het auteursrecht is beschermd, terwijl hij duidelijk de middelen heeft om het materiaal te kopen waarmee hij onbegrensd culturele bestanden kan downloaden, terwijl er legale downloadsites worden ontwikkeld, terwijl er goedkope oplossingen voor het huren of lenen van cd's, dvd's, ..., bestaan ?

Het is niet alleen een culturele, maar tevens economische bedreiging. Laten we bij wijze van voorbeeld enkele cijfers noemen.

Een studie heeft onlangs het belang van de auteursrechten en de naburige rechten in België aangetoond. Het gaat om activiteitensectoren waarvoor het auteursrecht en de naburige rechten van fundamenteel belang zijn.

Deze studie heeft aan het licht gebracht dat deze sector in 2008 92 286 voltijdse equivalenten tewerkstelt bij 9 138 werkgevers, wat respectievelijk 3,25 % van de werknemers en 4,07 % van de werkgevers op nationaal niveau vertegenwoordigt. Dit komt overeen met 2,9 % van het BBP.

Bijna 100 000 mensen leven bijgevolg van het auteursrecht via het creëren, uitgeven, produceren en verdelen van films, boeken, kranten, muziek, televisie- en videoprogramma's.

De sector heeft tevens meer dan 1,2 miljard euro geïnvesteerd, wat overeenstemt met 2,9 % van alle investeringen in België.

De economische bijdrage van deze sector is bijgevolg groter dan ze lijkt.

Volgens een recent rapport van de Internationale Federatie van de fonografische industrie (IFPI) is 95 % van de digitale muziekmarkt illegaal (1). Het feit dat België en de Belgische artiesten zoveel lijden onder illegaal downloaden blijkt eveneens uit de resultaten van een Belgische marktstudie. In het najaar van 2008 werden de illegale downloads van het nieuwe album van Novastar, *Almost Bangor*, gedurende twee maanden gemeten. Op grond van de resultaten kan men

(1) Digital Music Report 2009 — www.ifpi.org.

(1) Digital Music Report 2009 — www.ifpi.org.

pour un album téléchargé légalement, cinq sont téléchargés illégalement. La même constatation vaut également pour des films (*Ben X*, *Loft* et *La mémoire du tueur*, ...), pour des livres (tant fiction que non-fiction), des albums de bande dessinée (Lucky Luke, ...) et des magazines (magazines d'informatique, mais également les collections complètes du *Test-Achats magazine*).

Si nous prenons l'exemple de l'industrie de la musique, nous constatons que ce secteur vit une crise économique sans commune mesure en Belgique depuis près de dix ans. Le chiffre d'affaires des ventes de musique a en effet baissé de près de 40 %. Au cours de la période entre 2000 et 2008, une baisse de 46 % a été enregistrée rien que pour le marché physique des albums et des singles (passant de 175 millions d'euros en 2000 à 94,5 millions d'euros en 2008), et ce, malgré l'extension de l'offre par les DVD musicaux (dont la vente a également diminué de plus de 60 % depuis 2004). Cette baisse des chiffres de vente des supports audio CD et DVD a quelque peu été atténuée, bien que insuffisamment, par la vente de musique par voie électronique (à des prix plus bas, mais aussi des marges inférieures), dont le chiffre d'affaires est passé de 3 millions d'euros en 2005 à 11 millions d'euros en 2008. Quoi qu'il en soit, si nous ajoutons au « marché physique » le chiffre d'affaires du marché numérique, l'industrie du disque subit une perte de 39 % (de 175 millions d'euros en 2000 à 106 millions d'euros en 2008).

Les raisons de cette forte diminution peuvent être résumées comme suit :

- une combinaison de la convergence du format mp3 numérique, du développement de matériel informatique (bon marché) pour le grand public avec une capacité de stockage qui augmente sans cesse et de la venue de l'Internet à large bande a permis l'apparition de systèmes ayant pour but l'échange gratuit et illégal de fichiers de musique (« *peer to peer* »);

- le piratage professionnel ou amateur à échelle commerciale de CD et de DVD;

- des marges de plus en plus réduites sur les CD et les DVD dont le prix de vente en magasin tourne autour des 14 à 20 euros, notamment à cause du taux de TVA à 21 %, la nécessité de dépenses marketing toujours plus élevées en raison d'une concurrence accrue dans/avec l'industrie des loisirs et de la communication (DVD, jeux, logiciels, téléphonie mobile, etc.) et le partage des revenus de la vente avec les sociétés de médias, de distribution et de télécommunications dans le cadre du développement de nouveaux modèles d'exploitation.

Cette baisse des ventes a eu un effet direct et immédiat sur les revenus des artistes et des auteurs étant donné qu'une partie de ces revenus provient de la vente de supports (royalties et droits d'auteur sur la

vaststellen dat voor één album dat legaal wordt gedownload er vijf illegaal worden gedownload. Dezelfde vaststelling geldt tevens voor films (*Ben X*, *Loft* en *De zaak Alzheimer*, ...), voor boeken (zowel fictie als non-fictie), strips (Lucky Luke, ...) en tijdschriften (informaticatijdschriften, maar ook de volledige verzameling tijdschriften van *Test-Aankoop*).

Als we het voorbeeld van de muziekindustrie nemen, stellen we vast dat deze sector sinds bijna tien jaar een in België ongeziene economische crisis doormaakt. De omzet uit de verkoop van muziek is immers met bijna 40 % gedaald. Tijdens de periode tussen 2000 en 2008 heeft men voor de fysieke markt van albums en singles alleen een daling van 46 % vastgesteld (van 175 miljoen euro in 2000 naar 94,5 miljoen euro in 2008), ondanks de uitbreiding van het aanbod met muziek-dvd's (waarvan de verkoop eveneens met meer dan 60 % is gedaald sinds 2004). Deze daling van de verkoopcijfers van de geluidsdragers cd en dvd werd wel enigszins maar toch onvoldoende verzacht door de verkoop van digitale muziek (tegen lagere prijzen, maar ook met kleinere marges), waarvan de omzet is gestegen van 3 miljoen euro in 2005 tot 11 miljoen euro in 2008. Wanneer we aan de « fysieke markt » de omzet van de digitale markt toevoegen, lijdt de platenindustrie hoe dan ook een verlies van 39 % (van 175 miljoen euro in 2000 tot 106 miljoen euro in 2008).

De redenen van deze forse daling kunnen als volgt worden samengevat :

- een combinatie van de convergentie van het digitale mp3-formaat, de ontwikkeling van (goedkoop) informaticamateriaal voor het grote publiek met voortdurend toenemende opslagruimte en de komst van breedbandinternet heeft gezorgd voor de opkomst van systemen voor gratis en illegale uitwisseling van muziekbestanden (« *peer to peer* »);

- professionele of amateuristische piraterij van cd's en dvd's op commerciële schaal;

- steeds kleinere marges voor cd's of dvd's, waarvan de verkoopprijs in de winkel rond 14 à 20 euro ligt, met name wegens het btw-tarief van 21 %, de noodzaak tot steeds grotere marketinguitgaven door een sterke concurrentie in/met de vrijetijds- en communicatie-industrie (dvd's, videospelletjes, software, mobiele telefonie, enz.) en het delen van de opbrengst van de verkoop met media-, distributie- en telecommunicatiemaatschappijen in het kader van de ontwikkeling van nieuwe exploitatiemodellen.

Deze daling van de verkoopcijfers heeft een rechtstreeks en onmiddellijk effect gehad op de inkomsten van de artiesten en de auteurs, aangezien een deel van die inkomsten afkomstig is uit de verkoop van dragers

reproduction mécanique). Les revenus des auteurs de musique ont ainsi baissé de 40 % depuis 2002, passant de 21,8 millions d'euros à 13,2 millions d'euros (1).

Étant donné, comme on l'a constaté, l'importance économique du secteur, l'offre illégale de contenus culturels sur Internet et le téléchargement qui en est fait n'ont pas que des répercussions sur l'économie de la création au sens strict, à savoir au niveau des auteurs, artistes, éditeurs ou autres producteurs.

En effet, tout récemment, la société belge Sonica, propriétaire de soixante-et-un magasins qui vendent CD, DVD et jeux vidéo a fait faillite entraînant une perte d'emploi pour plus de quatre cents personnes en Belgique.

Une étude relative au comportement de téléchargement a été réalisée en automne 2009 par *Karel De Grote Hogeschool* (Anvers) auprès de plus de 1 100 étudiants dans différentes universités et hautes écoles belges. Il en est ressorti que :

— chaque étudiant télécharge annuellement 1 332 chansons, 108 films et 11 jeux vidéo sur l'Internet;

— un sur dix répondants ne sait pas si il ou elle télécharge de la musique (11 %), des films (10 %) ou des jeux (11 %) d'une source légale ou illégale;

— seulement 25 % des répondants téléchargent de la musique d'une source légale. Pour les films et les jeux vidéo, ils ou elles sont respectivement 11 % et 27 %;

— seulement un sur trois répondants est prêt à payer pour télécharger de la musique (0,75 euros), des films ou des séries TV (2,5 euros) et des jeux vidéo (13,5 euros);

— la moitié des répondants arrêterait de télécharger illégalement s'il y avait un risque réel d'amendes et 35 % si le téléchargement illégal était contrôlé.

Le marché du livre, épargné jusqu'il y a peu, prend petit à petit la même évolution que le marché de la musique et de l'audiovisuel.

Selon une récente étude réalisée pour le service « Promotion des Lettres » de l'administration générale de la Culture du ministère de la Communauté française, le marché du livre de langue française en Belgique a connu une baisse de 3,1 % par rapport à 2007.

Alors qu'entre 2003 et 2008, ce secteur a connu une croissance de près de 10 %, il subit aujourd'hui une diminution depuis un peu plus de dix ans.

(royalty's en auteursrechten op mechanische reproductie). De inkomsten van de muzik auteurs zijn zo met 40 % gedaald sinds 2002, van 21,8 miljoen euro tot 13,2 miljoen euro (1).

Gelet op het hierboven aangetoonde economische belang van de sector heeft het illegale aanbod van culturele inhoud op het internet en het downloaden ervan niet enkel gevolgen voor de economie van het creëren in strikte zin, namelijk op het niveau van de auteurs, artiesten, uitgevers of andere producenten.

De Belgische firma Sonica, die eigenaar is van eenenzestig winkels die cd's, dvd's en videospelletjes verkoopt, is immers zeer recent failliet gegaan, waarbij meer dan vierhonderd mensen in België hun baan hebben verloren.

In het najaar van 2009 voerde de Karel De Grote Hogeschool (Antwerpen) een studie uit rond downloadgedrag bij meer dan 1 100 studenten in verschillende universiteiten en hogescholen. Uit deze studie bleek het volgende :

— elke student downloadt jaarlijks 1 332 liedjes, 108 films en 11 videospelletjes op het internet;

— een op tien respondenten weet niet of hij of zij muziek (11 %), films (10 %) of spelletjes (11 %) downloadt van een legale of illegale bron;

— slechts 25 % van de respondenten downloadt muziek van een legale bron. Voor films en videospelletjes gaat het om respectievelijk 11 % en 27 % van de respondenten;

— slechts een op drie respondenten is bereid te betalen om muziek (0,75 euro), films of tv-series (2,5 euro) en videospelletjes (13,5 euro) te downloaden;

— de helft van de respondenten zou stoppen met illegaal downloaden indien er een reële kans op boetes bestaat en 35 % zou stoppen indien illegaal downloaden wordt gecontroleerd.

De boekenmarkt die tot voor kort gespaard bleef, volgt geleidelijk dezelfde evolutie als de muzieksector en de audiovisuele sector.

Een recente studie voor de dienst « *Promotion des Lettres* » van de *administration générale de la Culture* van het ministerie van de Franse Gemeenschap toont aan dat de Franstalige boekenmarkt in België een daling van 3,1 % onderging ten opzichte van 2007.

Hoewel die sector tussen 2003 en 2008 bijna met 10 % groeide, neemt die groei sinds iets meer dan tien jaar af.

(1) SABAM — rapport annuel 2008.

(1) SABAM — jaarverslag 2008.

Le marché des bandes dessinées a baissé quant à lui de 5 %.

Il n'a pas de doute que l'offre croissante de contenus littéraires illégaux sur Internet est un des facteurs explicatifs des pertes enregistrées.

Le secteur du livre a également déjà lancé récemment des plates-formes de téléchargement de livres en format numérique. Mais tout comme le secteur de la musique et de l'audiovisuel, le secteur du livre doit rapidement s'organiser pour développer davantage encore ses propres offres légales en ligne et en faire la promotion.

Il en est de même pour le secteur de la bande dessinée.

Les conséquences culturelles et économiques sont telles que le politique ne peut rester inactif face à ce qu'on pourrait qualifier de véritable « hémorragie » des œuvres sur Internet.

Les chiffres démontrent cruellement qu'il est aujourd'hui vital pour le secteur d'adapter la législation au développement du monde numérique. Un équilibre entre le développement de la création culturelle et le respect des libertés individuelles doit être dégagé.

*
* *

En avril 2009, une proposition de loi a été déposée visant à soutenir la création culturelle au moyen d'incitants fiscaux adaptés. Cette proposition prévoyait notamment de doubler le plafond autorisé pour le *tax shelter*, d'instaurer un crédit d'impôt au bénéfice de l'industrie phonographique et un crédit d'impôt en faveur des particuliers pour dépenses dans le domaine des arts (Doc. 4-1264/1 - 2008/2009).

Plusieurs pays ont déjà pris des initiatives afin de lutter plus efficacement contre l'offre et l'échange illicite sur l'Internet

En France, la loi Création et Internet, dite loi « Hadopi » a tout récemment été adoptée.

Celle-ci crée une autorité publique et indépendante, à savoir la « Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet » (Hadopi) responsable du contrôle du trafic Internet en ce qui concerne les infractions aux œuvres et prestations protégées par le droit d'auteur et les droits voisins.

En cas de constat d'infraction, la mise en œuvre des sanctions se fait de manière graduelle, en trois étapes.

De verkoop van stripverhalen daalde met 5 %.

Het lijkt geen twijfel dat het groeiend aanbod aan illegale literatuur op internet één van de factoren is die dat verlies verklaart.

De boekensector heeft onlangs ook downloadplatformen voor boeken gelanceerd. Maar net als de muzieksector en de audiovisuele sector moet de boekensector zich snel organiseren om zijn eigen legale onlineaanbod nog meer te ontwikkelen en het te promoten.

Hetzelfde geldt voor de sector van het stripverhaal.

Gezien de culturele en economische gevolgen kan de politiek niet onverschillig blijven ten opzichte van wat men een echte « aderlating » van de werken op het internet zou kunnen noemen.

Deze cijfers tonen op een schrijnende manier aan dat het vandaag van vitaal belang is voor de sector om de wetgeving aan de ontwikkeling van de digitale wereld aan te passen. Er moet een evenwicht worden gecreëerd tussen culturele creaties en het respect voor de individuele vrijheden.

*
* *

In april 2009 werd een wetsvoorstel ingediend dat ertoe strekte de culturele creatie te steunen met aangepaste fiscale stimuli. Dat wetsvoorstel voorzag met name in een verdubbeling van het toegelaten plafond voor de *tax shelter*, de invoering van een belastingkrediet ten gunste van de fonografische industrie en een belastingkrediet voor particulieren voor uitgaven op het gebied van kunst (Stuk 4-1264/1 - 2008/2009).

Verschillende landen hebben al initiatieven genomen om efficiënter te strijden tegen illegaal aanbieden en uitwisselen op het internet.

In Frankrijk is onlangs de wet Création et Internet, de zogenaamde « Hadopi »-wet aangenomen.

Die richt een openbare en onafhankelijke overheid op, namelijk de « Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet » (Hadopi), die verantwoordelijk is voor de controle op het internetverkeer wat overtredingen betreft met betrekking tot werken en prestaties die door het auteursrecht en de naburige rechten worden beschermd.

Indien een overtreding wordt vastgesteld, worden er gradueel sancties doorgevoerd in drie stappen. Deze

C'est ce qu'on appelle, communément, la «réponse graduée».

Lors du constat d'une première infraction, un courrier d'avertissement est envoyé par voie électronique au titulaire de l'abonnement Internet. En cas de constatations d'une deuxième infraction dans un délai de six mois, un courrier d'avertissement est envoyé par voie électronique et par lettre recommandée.

Enfin, si ces deux premières sanctions ne suffisent pas, le contrevenant peut être condamné à une peine de suspension de l'abonnement à Internet pour une durée maximale d'un an.

Au Royaume-Uni, une loi sur l'économie numérique qui comprend un volet destiné à lutter contre le téléchargement illégal a été votée début avril 2010. Cette loi prévoit notamment une forme de réponse graduée. Après deux avertissements, on procédera d'abord à une limitation de la bande passante aux utilisateurs qui abusent de leur connexion Internet et si cela n'aide pas, leur connexion pourra être suspendue. Cette loi permet aussi que le ministère de l'Industrie ordonne le blocage d'un site «si le tribunal est convaincu qu'il a été, est ou est soupçonné de pouvoir être utilisé pour vider le droit d'auteur».

En Espagne, un projet de loi a été approuvé en janvier 2010 par le gouvernement. Celui-ci prévoit que la cour fédérale pourra fermer ou bloquer les sites facilitant les téléchargements illégaux de films et de musiques.

La Suède a voté dès 2009 une loi antitéléchargement comportant un volet sur la réponse graduée et dont l'application s'avère assez efficace.

En Irlande, début 2009, un accord a été conclu dans le cadre d'une procédure judiciaire entre la Fédération des producteurs de musique irlandais et le principal fournisseur d'accès à Internet irlandais (Eircom) pour introduire, d'une part, un système de réponse graduée et, d'autre part, un blocage des sites Internet avec une offre illégale. Conformément au modèle français, l'utilisateur est averti à deux reprises qu'il partage des fichiers illégaux et sa connexion Internet est suspendue lors du troisième avertissement.

Au niveau de l'Union européenne, le Parlement européen a adopté définitivement le 24 novembre 2009 le «Paquet Télécom» dont l'objectif est de renforcer la concurrence sur le marché européen et de mieux protéger les droits des usagers. Il instaure notamment un organe des régulateurs européens du secteur (JO L 337 du 18 décembre 2009).

La directive 2009/140/CE du 25 novembre 2009 a fait l'objet de nombreux débats depuis plusieurs mois et notamment autour de l'amendement 138. Cet

graduelle regeling wordt in het kader van de Franse «Hadopi»-wet «*réponse graduée*» genoemd.

Wanneer een eerste overtreding wordt vastgesteld, wordt er per e-mail een waarschuwing gestuurd naar de houder van het internetabonnement. Wanneer er binnen een termijn van zes maanden een tweede overtreding wordt vastgesteld, wordt er via e-mail en per aangetekend schrijven een waarschuwing toege-stuurd.

Indien tot slot die eerste twee sancties niet volstaan, kan de overtreder worden veroordeeld tot een schorsing van het internetabonnement voor een maximumduur van een jaar.

In het Verenigd Koninkrijk is begin april 2010 een wet over digitale economie aangenomen. Die wet voorziet onder andere in een gradueel antwoord. Na twee waarschuwingen zal men eerst overgaan tot een beperking van de bandbreedte voor de gebruikers die hun internetverbinding misbruiken en indien dat niet helpt kan hun verbinding worden afgesloten. Die wet maakt het ook mogelijk dat het ministerie van Nijverheid de blokkering van een site gelast «wanneer de rechtbank ervan overtuigd is dat hij gebruikt werd, wordt of kan worden om het auteursrecht te schenden».

In Spanje werd in januari 2010 een wetsontwerp goedgekeurd door de regering. Het bepaalt dat het algemeen hof websites kan sluiten of blokkeren waarvan men illegaal films en muziek kan downloaden.

Zweden heeft reeds in 2009 een wet tegen het downloaden aangenomen, met een gedeelte over het graduele antwoord, die vrij efficiënt wordt toegepast.

In Ierland is begin 2009 een akkoord bereikt in het kader van een gerechtelijke procedure tussen de federatie van Ierse muziekproducenten en de voornaamste Ierse internetprovider (Eircom) om enerzijds een systeem met graduele reacties in te voeren en anderzijds websites met een illegaal aanbod te blokkeren. Net zoals in het Franse model wordt de gebruiker tot tweemaal toe gewaarschuwd dat hij illegale bestanden deelt en zijn internetverbinding wordt bij de derde waarschuwing geschorst.

Op het niveau van de Europese Unie heeft het Europees Parlement op 24 november 2009 het «Telecompakket» definitief goedgekeurd, dat bedoeld is om de concurrentie op de Europese markt te versterken en de rechten van de gebruikers beter te beschermen. De richtlijn richt in het bijzonder een orgaan van Europese telecomregulators op (PB L 337 van 18 december 2009).

Over de richtlijn 2009/140/EG van 25 november 2009 wordt sinds verschillende maanden heel wat gedebatteerd, met name rond amendement 138. Dit

amendement visait à protéger les internautes contre les coupures de connexion utilisées comme sanction en cas de téléchargement illégal en imposant que cette restriction de l'accès à Internet passe par une décision judiciaire.

La version définitive de cet amendement ne reprend pas cette obligation de décision judiciaire pour toute limitation ou suspension de l'accès à internet.

Le nouveau texte prévoit désormais que «les mesures prises par les États membres concernant l'accès des utilisateurs finaux (d'internet) ou l'utilisation de services et d'applications à travers des réseaux de communication électroniques doivent respecter les droits et libertés fondamentaux des personnes privées, tels que garanties par la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et par les principes généraux du droit communautaire».

Il stipule également que «toutes mesures concernant l'accès de l'utilisateur final ou l'utilisation de services et d'applications à travers des réseaux de communications qui restreignent ces droits et libertés fondamentaux ne peuvent être imposées que si elles sont appropriées, proportionnées et nécessaires dans une société démocratique, et leur mise en œuvre doit être sujette à des garanties procédurales adéquates en conformité avec la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales et les principes généraux du droit communautaire, notamment le droit à une protection judiciaire effective et à un procès équitable. Conformément, ces mesures ne pourraient être prises uniquement qu'en respect du principe de la présomption d'innocence et du droit à la vie privée. Une procédure préalable juste et impartiale doit être garantie, y compris le droit d'être entendu par la ou les personnes concernées sujettes au besoin de conditions et de modalités procédurales appropriées en cas d'urgence dûment justifiée conformément à la Convention européenne pour la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Le droit à un contrôle judiciaire effectif et en temps raisonnable doit être garanti».

Tout cela est parfaitement justifié et acceptable. Toutefois, on souhaiterait que l'Union européenne réfléchisse parallèlement à l'autre volet de la problématique, à savoir les ayants droit.

La libre circulation des idées et de la création culturelle postule que cette création existe encore...

En ne faisant rien pour empêcher la libre circulation des pirates à travers les réseaux des pays européens, l'Union européenne manque à un de ses devoirs fondamentaux, rappelé d'ailleurs par l'article 167 du Traité de Lisbonne: «L'action de l'Union vise à

amendement wou de internetgebruikers beschermen tegen afsluiting van hun verbinding als sanctie in geval van illegaal downloaden, door te bepalen dat deze beperking van de toegang tot het internet via een gerechtelijke beslissing moet gebeuren.

De definitieve versie van dit amendement neemt die verplichte gerechtelijke beslissing voor elke beperking of schorsing van de internettoegang niet over.

De nieuwe tekst bepaalt voortaan het volgende: «Maatregelen van de lidstaten betreffende toegang tot of gebruik van diensten en toepassingen door de eindgebruikers via elektronische communicatienetwerken eerbiedigen de fundamentele rechten en vrijheden van natuurlijke personen zoals die door het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de algemene beginselen van het Gemeenschapsrecht worden gewaarborgd».

De tekst stipt tevens het volgende aan: «Maatregelen betreffende toegang tot of gebruik van diensten en toepassingen door de eindgebruikers via elektronische communicatienetwerken die die fundamentele rechten en vrijheden kunnen beperken, mogen alleen worden opgelegd indien zij passend, evenredig en noodzakelijk zijn in een democratische samenleving, en zij worden uitgevoerd met inachtneming van adequate procedurele waarborgen overeenkomstig het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de algemene beginselen van het Gemeenschapsrecht, waaronder doeltreffende rechtsbescherming en eerlijke rechtsbedeling. Deze maatregelen mogen derhalve alleen worden genomen met inachtneming van het beginsel van het vermoeden van onschuld en het recht op een persoonlijke levenssfeer. Een voorafgaande, eerlijke en onpartijdige procedure wordt gegarandeerd, inclusief het recht van de betrokkene of betrokkenen om te worden gehoord, met dien verstande dat voor naar behoren gestaaftde spoedeisende gevallen geëigende voorwaarden en procedurele regelingen gelden overeenkomstig het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. Het recht op een daadwerkelijke en tijdige beroepsmogelijkheid bij een rechterlijke instantie is gegarandeerd».

Dit alles is perfect gerechtvaardigd en aanvaardbaar. Toch zou het wenselijk zijn mocht de Europese Unie tegelijkertijd nadenken over het andere aspect van de problematiek, namelijk de rechthebbenden.

Het vrije verkeer van ideeën en culturele creaties gaat ervan uit dat die creaties nog bestaan...

Door niets te ondernemen om het vrije verkeer van illegale kopieerders doorheen de netwerken van de Europese landen te verhinderen, verzaakt de Europese Unie aan een van haar fundamentele plichten, waaraan trouwens wordt herinnerd in artikel 167 van het

encourager la coopération entre les États membres et, si nécessaire, à appuyer et compléter leur action dans les domaines suivants :

- l'amélioration de la culture et de l'histoire des peuples européens;
- la conservation et la sauvegarde du patrimoine culturel d'importance européenne;
- les échanges culturels non commerciaux;
- la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur de l'audiovisuel. »

Nous sommes parfaitement conscients de ce que des législations nationales à elles seules ne pourront pas endiguer le phénomène des téléchargements illégaux. Mais les mesures adoptées par un nombre croissant d'États devraient faire prendre conscience à l'Union européenne de la nécessité et de la possibilité d'adopter sur la base des décisions nationales un système généralisé de contrôle.

*
* *

En Belgique, dans l'état actuel des choses, il n'existe pas de législation spécifique organisant la lutte contre les téléchargements illégaux. Certains textes visent néanmoins cette problématique. Par exemple :

- la loi (générale) du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins qui punit le délit de contrefaçon (article 80) et les personnes qui contournent les mesures techniques de protection des droits (article 79bis);
- la directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 dite « directive sur le commerce électronique » où figurent des limitations de responsabilité de fournisseurs d'accès;
- la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information qui transpose la directive relative au commerce électronique;
- la loi du 15 mai 2007 relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle;
- la loi du 9 mai 2007 relative aux aspects civils de la protection des droits de la propriété intellectuelle;
- la loi du 10 mai 2007 relative aux aspects de droit judiciaire de la protection des droits de propriété intellectuelle.

Verdrag van Lissabon : « Het optreden van de Unie is erop gericht de samenwerking tussen de lidstaten aan te moedigen en zo nodig hun activiteiten op de volgende gebieden te ondersteunen en aan te vullen :

- verbetering van de kennis en verbreiding van de cultuur en de geschiedenis van de Europese volkeren.
- instandhouding en bescherming van het cultureel erfgoed van Europees belang;
- culturele uitwisseling op niet-commerciële basis;
- scheppend werk op artistiek en literair gebied, mede in de audiovisuele sector. »

We zijn er ons volkomen van bewust dat de nationale wetgevingen alleen het fenomeen van illegaal downloaden niet zullen kunnen indijken. De maatregelen die een toenemend aantal lidstaten hebben aangenomen, zouden de Europese Unie bewust moeten maken van de noodzaak en de mogelijkheid om een veralgemeend controlesysteem aan te nemen op grond van de nationale beslissingen.

*
* *

In België bestaat er in de huidige stand van zaken geen specifieke wetgeving die illegaal downloaden bestrijdt. Bepaalde teksten hebben niettemin betrekking op deze problematiek. Bijvoorbeeld :

- de (algemene) wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten die het misdrijf van namaking (artikel 80) en de personen die de technische voorzieningen ter bescherming van de rechten omzeilen (art. 79bis), bestraft;
- de richtlijn 2000/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 8 juni 2000 (« richtlijn inzake elektronische handel »), waar beperkingen van de verantwoordelijkheid van providers in staan;
- de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij, die de richtlijn inzake elektronische handel omzet;
- de wet van 15 mei 2007 betreffende de bestrafing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten;
- de wet van 9 mei 2007 betreffende de burgerrechtelijke aspecten van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten;
- de wet van 10 mei 2007 betreffende de aspecten van gerechtelijk recht van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten.

Certes, des actions peuvent être menées contre les téléchargements illégaux, notamment en invoquant la loi sur les droits d'auteur, parfois même en réclamant en justice une obligation de filtrage par les fournisseurs d'accès mais comme il s'agit toujours de dispositions diverses contenues dans des lois qui ne poursuivent pas un objectif spécifique de lutte contre le piratage électronique, les interventions sont difficiles à mener, les recours sont rares et se perdent dans les méandres des diverses législations.

Il fallait donc réagir et présenter un dispositif complet, spécifique, adapté pour lutter contre le téléchargement illégal.

*
* *

Le système choisi repose en fait sur cinq piliers :

1. Le renforcement de la lutte contre les sites pirates (articles 3 et 4).

2. La promotion des offres légales en ligne et l'information des internautes (articles 5, 6 et 25).

3. La mise à disposition au public d'œuvres et de prestations par les opérateurs de base de données (articles 7 à 11).

4. Les échanges d'œuvres ou de prestations protégées par le droit d'auteur via les fournisseurs d'accès (articles 12 et 13).

5. La réponse graduée en cas de non-respect des conditions dans lesquelles le titulaire peut échanger des œuvres protégées par un droit d'auteur ou un droit voisin et en cas de téléchargements d'œuvres non autorisées (articles 14 à 24).

Premier pilier

Les sites dits « pirates » sont de plus en plus nombreux sur la Toile. La lutte contre le téléchargement illégal passe dès lors par un renforcement des mesures prises pour combattre cette multiplication.

En vertu de la directive européenne sur le commerce électronique, les fournisseurs d'accès sont exonérés de toute responsabilité dans le cadre de la recherche et de la lutte contre la piraterie.

La loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information transpose cette directive en Belgique.

Les articles 18 à 20 transposent de manière quasi-identique les termes de la directive sur le commerce

Er kan weliswaar worden opgetreden tegen illegaal downloaden, met name door de wet betreffende het auteursrecht aan te voeren of soms door gerechtelijk een verplichte filtering door de internetproviders te vorderen, maar aangezien het altijd gaat om diverse bepalingen in wetten die niet specifiek de bestrijding van elektronische piraterij nastreven, kan er moeilijk actie worden ondernomen, zijn de rechtsmiddelen zeldzaam en gaan die verloren in het kluwen van de diverse wetgevingen.

Men dient dus te reageren en een complete, specifieke regeling voor te stellen die aangepast is om illegaal downloaden te bestrijden.

*
* *

Het gekozen systeem steunt in feite op vijf pijlers :

1. De strijd tegen hackersites opvoeren (artikelen 3 en 4).

2. Het legale onlineaanbod aanmoedigen en internetgebruikers informeren (artikelen 5, 6 en 25).

3. Werken en prestaties ter beschikking stellen van het publiek via databankoperatoren (artikelen 7 tot 11).

4. Werken en prestaties die door het auteursrecht worden beschermd, uitwisselen via providers (artikelen 12 en 13).

5. De graduele reactie instellen wanneer de houder zich niet aan de voorwaarden houdt waarbinnen hij door het auteursrecht of door naburige rechten beschermde werken mag uitwisselen en wanneer werken illegaal worden gedownload (artikelen 14 tot 24).

Eerste pijler

De zogenoemde « hackersites » zijn steeds talrijker op het net. Daarom moet de strijd tegen het illegaal downloaden gevoerd worden via het verstrengen van de maatregelen die genomen werden om die groei tegen te gaan.

Overeenkomstig de Europese richtlijn inzake elektronische handel zijn providers niet aansprakelijk in het kader van het zoekwerk naar en de strijd tegen piraterij.

De wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij zet die richtlijn om in Belgisch recht.

De artikelen 18 tot 20 nemen bijna identiek de bewoordingen van de richtlijn inzake elektronische

électronique en matière de responsabilité des prestataires.

La loi prévoit donc qu'il n'y a pas d'obligation générale de surveillance mais organise toutefois, comme le permet la directive, une obligation d'information à sa charge envers le procureur du Roi. L'article 20, § 3, stipule ainsi que « *lorsque le prestataire a une connaissance effective d'une activité ou d'une information illicite, il les communique sur le champ au procureur du Roi qui prend les mesures utiles conformément à l'article 39bis du Code d'instruction criminelle* ».

La marge de manœuvre laissée au législateur dans sa volonté de lutter contre les sites pirates en responsabilisant davantage les fournisseurs d'accès est donc fortement limitée.

Néanmoins, sans préjudice des dispositions de la directive européenne, deux mesures peuvent être proposées pour renforcer la lutte contre ces sites :

— Prévoir que la décision du procureur du Roi prise suite à la communication par un fournisseur d'accès de la connaissance effective d'une activité illicite (article 20, § 3) s'impose systématiquement à tous autres fournisseurs d'accès.

Cette mesure permet de répondre aux problèmes rencontrés en termes de concurrence entre les fournisseurs d'accès et rend ainsi complètement inaccessible l'information illicite.

— Durcir les sanctions en cas de non-respect par les fournisseurs d'accès des obligations de collaboration requises en cas de connaissance d'activité ou d'information illicite.

Deuxième pilier

Comme on l'a affirmé préalablement, un des objectifs principaux de ce texte est d'aboutir à un changement de comportement dans le chef des internautes en les encourageant à délaisser les plateformes illégales pour s'orienter davantage vers les plateformes légales.

Il convient pour cela bien évidemment de favoriser le développement de l'offre légale de contenus culturels mais surtout également d'informer les utilisateurs de l'Internet de l'existence et de la richesse de cette offre.

C'est pourquoi la présente proposition de loi prévoit que le Conseil de la protection des droits d'auteur sur Internet crée un site Internet qui reprend les offres légales disponibles.

handel over voor wat de aansprakelijkheid van de dienstverleners betreft.

De wet bepaalt dus dat er geen algemene plicht van toezicht is, maar regelt, zoals de richtlijn toestaat, een informatieplicht voor de dienstverlener tegenover de procureur des Konings. Artikel 20, § 3 bepaalt: « *Wanneer de dienstverlener daadwerkelijk kennis krijgt van een onwettige activiteit of informatie, meldt hij dit onverwijld aan de procureur des Konings, die de nodige maatregelen neemt overeenkomstig artikel 39bis van het Wetboek van strafvordering.* »

De manoeuvreerruimte voor de wetgever om tegen hackersites op te treden door een grotere verantwoordelijkheid bij de providers te leggen, is dus erg beperkt.

Onverminderd de bepalingen van de Europese richtlijn, kunnen er toch twee maatregelen worden voorgesteld om krachtiger op te treden tegen die sites :

— Men moet bepalen dat de beslissing van de procureur des Konings naar aanleiding van een mededeling van een provider dat hij daadwerkelijk kennis heeft gekregen van een onwettige activiteit (artikel 20, § 3), systematisch wordt opgelegd aan alle overige providers.

Die maatregel biedt een oplossing voor de problemen inzake concurrentiekracht tussen de providers en zorgt ervoor dat illegale informatie totaal ontoegankelijk wordt.

— De straffen verzwaren wanneer de providers de medewerkingsplicht niet naleven als zij kennis krijgen van een onwettige activiteit of informatie.

Tweede pijler

Zoals reeds eerder werd vermeld, is één van de belangrijkste doelstellingen van deze tekst het bewerkstelligen van een gedragsverandering bij de internetgebruikers door hen aan te moedigen de illegale platformen links te laten liggen en zich meer te richten op legale platformen.

Het is dan ook aangewezen de ontwikkeling van het legale cultuuraanbod aan te moedigen en vooral de internetgebruikers ervan op de hoogte te brengen dat dit aanbod bestaat en heel uitgebreid is.

Daarom bepaalt dit wetsvoorstel dat de Raad voor de bescherming van de auteursrechten op het internet een website zal maken met het beschikbare legale aanbod.

De plus, la présente proposition de loi prévoit également que dans le contrat d'abonnement conclu entre un titulaire d'accès et un fournisseur d'accès figurent une série d'informations destinées à aider l'internaute à s'orienter vers l'offre légale disponible. À savoir: la réglementation en vigueur en matière de droits d'auteur, un rappel du droit exclusif des auteurs d'autoriser ou non la diffusion de leurs œuvres sur Internet, les références du site du Conseil reprenant les offres légales disponibles, les conséquences au niveau de la création artistique et en termes d'emploi de la violation de ces droits et les sanctions applicables et une information sur la nécessité de sécuriser son accès en ligne.

Enfin, dans ce monde du «tout à l'Internet», les différents fournisseurs d'accès rivalisent davantage tous les jours pour proposer sur le marché l'offre la plus attractive possible.

Le message devient alors de plus en plus succinct. On avance des offres illimitées sans préciser qu'il doit s'agir évidemment d'offres légales.

Ce type de message induit donc l'internaute en erreur. Il s'agit d'une publicité trompeuse qui, au surplus, ne favorise pas le recours aux offres légales.

C'est la raison pour laquelle la proposition prévoit d'ajouter à la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur, une disposition réprimant ce type de pratiques abusives.

Troisième pilier

Il est important que la loi distingue les différentes situations rencontrées par les auteurs et autres titulaires de droits sur Internet.

Des bases de données créées par des opérateurs importants ont pour particularité d'être mises à jour par le public en général ou par des procédés techniques divers.

Les opérateurs de ces bases de données sont les responsables de ces actes, qui en tirent d'ailleurs des profits substantiels.

Il y a dès lors lieu d'améliorer la gestion de ces exploitations dans le respect du droit exclusif des auteurs et titulaires de droits voisins.

Vu la masse des œuvres concernées, la rapidité avec laquelle ces bases sont mises à jour en fonction de l'actualité, les collaborations qui existent entre les opérateurs de bases de données et certains auteurs, éditeurs, producteurs ou radiodiffuseurs, la meilleure solution consiste à établir un système identique à celui prévu en matière de retransmission par câble.

Bovendien bepaalt dit wetsvoorstel ook dat de abonnementsovereenkomst tussen de houder van de toegang en de provider informatie bevat die de internetgebruiker moet helpen de weg naar het beschikbare legale aanbod te vinden. Het gaat om: de huidige wetgeving inzake het auteursrecht, het exclusief recht van auteurs om al dan niet toestemming te verlenen om hun werk op het internet te verspreiden, de verwijzing naar de website van de Raad met het beschikbare legale aanbod, de gevolgen van de schending van die rechten voor de artistieke creaties en de werkgelegenheid en de sancties in geval van overtreding en een bericht over de noodzaak om zijn internetverbinding te beveiligen.

Ten slotte, in deze wereld van «alles moet op internet» wordt de concurrentie tussen de verschillende providers elke dag groter om het meest aantrekkelijke aanbod op de markt te brengen.

De boodschap wordt dus alsmaar bondiger. Er wordt een onbeperkt aanbod naar voren geschoven zonder hierbij te verduidelijken dat het uiteraard om een legaal aanbod moet gaan.

Dat soort boodschap is dus misleidend voor de internetgebruiker. Het gaat om misleidende reclame die het gebruik van het legale aanbod bovendien niet ten goede komt.

Daarom voegt het wetsvoorstel een bepaling toe aan de wet van 6 april 2010 betreffende marktpraktijken en consumentenbescherming. Die bepaling strekt ertoe dit soort wanpraktijken te bestraffen.

Derde pijler

Het is belangrijk dat de wet een onderscheid maakt tussen de verschillende situaties voor de auteurs en de overige houders van rechten op internet.

Databanken die door grote operatoren zijn gemaakt, zijn bijzonder in die zin dat zij over het algemeen door het publiek worden bijgewerkt of door verschillende technische procedés.

De operatoren van die databanken zijn verantwoordelijk hiervoor en halen hier trouwens substantieel voordeel uit.

Bijgevolg is het aangewezen het beheer van die exploitatie te verbeteren om het exclusief recht van de auteurs en houders van naburige rechten te waarborgen.

Gelet op het groot aantal betrokken werken en de snelheid waarmee die databanken worden bijgewerkt op basis van de actualiteit, de samenwerking tussen databankoperatoren en bepaalde auteurs, uitgevers, producenten en radiozenders, is het uitwerken van een systeem dat ook voor de doorgifte via de kabel wordt toegepast, de beste oplossing.

Quatrième pilier

Les mesures prises dans le cadre du troisième pilier vont diminuer considérablement les risques de téléchargement illégal des œuvres.

Il reste néanmoins que l'internaute a développé une pratique d'échanges de ces œuvres, laquelle pratique, si elle devient excessive, peut remettre en cause les éléments du droit d'auteur.

Les conditions et limites des échanges doivent donc faire l'objet de négociations entre les sociétés de gestion et les fournisseurs d'accès.

Cinquième pilier

En cas d'échange de fichiers illicites un système de sanction est prévu qui prend la forme d'une réponse graduée :

- 1^{ère} étape : un avertissement (article 17, 1^o);
- 2^e étape : si une nouvelle infraction se reproduit dans les 6 mois, une amende (article 17, 2^o);
- 3^e étape : si l'internaute persiste, le dossier est envoyé au Parquet qui peut évidemment recourir à tous les moyens mis à sa disposition par le Code d'instruction criminelle, à savoir le classement sans suite, une transaction financière, la convocation du fautif avec médiation (voir article 216*bis* et 216*ter* du Code d'instruction criminelle), la saisine du tribunal (article 18).

Le juge saisi peut condamner à une amende et à la limitation de l'accès à un service de communication au public en ligne.

Il ne s'agit donc pas de suspendre complètement la connexion à Internet. Il s'agit de bloquer ce qu'on appelle, le « haut débit » qui rend tout téléchargement extrêmement difficile en manière telle que le titulaire fautif sera découragé de recourir à cette technique.

Par contre, cette limitation laisse intacte toutes les autres utilisations d'internet. Il n'est donc pas question de condamner le fautif à « l'illettrisme technologique » et à une certaine marginalisation sociale;

- 4^e étape : S'il y a récidive, l'amende est doublée et la suspension complète de l'accès à Internet peut être prononcée (article 18, alinéa 8).

Naturellement, les dispositions du Code d'instruction criminelle sont d'application notamment en ce qui concerne l'appel des jugements.

Vierde pijler

De maatregelen die genomen worden in het kader van de derde pijler zullen de kans op illegaal downloaden aanzienlijk verkleinen.

Toch blijft de internetgebruiker werken uitwisselen, een praktijk die, als ze bovenmatig wordt toegepast, de elementen van het auteursrecht in het gedrang kan brengen.

Beheersvennootschappen en providers moeten dus overleggen over de voorwaarden en beperkingen van dat uitwisselen.

Vijfde pijler

Wanneer bestanden illegaal worden uitgewisseld, zal een systeem van sancties worden toegepast in de vorm van een graduele reactie :

- 1e stap : een waarschuwing (artikel 17, 1^o);
- 2e stap : indien er een nieuwe overtreding plaatsvindt binnen een termijn van 6 maanden, een boete (artikel 17, 2^o);
- 3e stap : indien de internetgebruiker volhardt, wordt het dossier doorgestuurd naar het parket, dat uiteraard alle middelen uit het Wetboek van strafvordering kan benutten, namelijk seponering, een financiële transactie, oproeping van de schuldige met bemiddeling (zie artikel 216*bis* en 216*ter* van het Wetboek van strafvordering), aanhangigmaking bij de rechtbank (artikel 18).

De rechter bij wie de zaak aanhangig is, kan de internetgebruiker veroordelen tot een boete en een beperking van de toegang tot een openbare online-communicatiedienst.

Het gaat er dus niet om de internetverbinding volledig af te sluiten. Enkel het breedbandinternet wordt geblokkeerd, waardoor downloaden extreem moeilijk wordt en de schuldige internetgebruiker wordt ontmoedigd om die techniek te gebruiken.

Deze beperking raakt daarentegen niet aan alle andere gebruikaspecten van het internet. De schuldige gebruiker wordt bijgevolg niet veroordeeld tot « technologische ongeletterdheid » of een bepaalde sociale marginalisering;

- 4e stap : In geval van recidive wordt de boete verdubbeld en kan de volledige opschorting van de internettoegang worden uitgesproken (artikel 18, achtste lid).

Uiteraard zijn de bepalingen van het Wetboek van strafvordering van toepassing, met name wat het beroep tegen de vonnissen betreft.

Pour mettre en action les différentes étapes de sanctions, la proposition de loi octroie certaines compétences à des agents commissionnés par le ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions.

Ce système n'est pas nouveau. Il est notamment utilisé pour lutter contre la piraterie et la contrefaçon (loi du 15 mai 2007 relative à la contrefaçon et à la piraterie des droits de propriété intellectuelle).

Ces agents sont dotés de pouvoirs d'investigation. Ils peuvent décider d'amendes administratives dont le paiement éteint l'action publique. Ce sont eux qui transmettent, le cas échéant, les dossiers au procureur du Roi si le titulaire commet une troisième infraction dans un délai de deux ans après la sanction encourue pour la deuxième infraction.

La proposition prévoit, à l'instar de la loi du 15 mai 2007 sur la piraterie, des agents qui recherchent et constatent des infractions et des agents qui décident de la sanction.

Naturellement, la proposition pour être applicable, demandera le recrutement d'agents spécialement formés à la lutte contre les téléchargements illégaux. Mais ce n'est pas le législateur qui peut fixer les moyens mis par le pouvoir exécutif pour l'application de la loi. Un arrêté royal organisera la structure d'un service éventuel, en fixera le cadre, ...

*
* *

La proposition de loi a tenu compte aussi des problèmes liés à la protection de la vie privée et au secret des télécoms puisqu'elle s'inscrit dans les exceptions prévues par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et que par ailleurs elle fait référence à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Un certain nombre de dispositions sont prévues qui concernent notamment le rôle des fournisseurs d'accès, les formalités à accomplir, ...

On notera par ailleurs que cette proposition ne se substitue pas à d'autres textes qui prévoient certaines dispositions précises pour ce secteur.

Ainsi, la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information impose, en cas d'activité d'hébergement, au fournisseur d'accès lorsqu'il a une connaissance effective d'une activité ou d'une information illicite, de la

Om de verschillende sanctiestappen uit te voeren, kent het wetsvoorstel bepaalde bevoegdheden toe aan ambtenaren die worden aangesteld door de minister die bevoegd is voor Economische Zaken.

Dit systeem is niet nieuw. Het wordt met name gebruikt om piraterij en namaak te bestrijden (wet van 15 mei 2007 betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten).

Deze ambtenaren beschikken over onderzoeksbevoegdheden. Ze kunnen beslissen over administratieve boetes waarvan de betaling de strafvordering doet vervallen. Ze sturen de dossiers desgevallend door naar de procureur des Konings indien de internetgebruiker een derde overtreding pleegt binnen een termijn van twee jaar na de sanctie die hij voor de tweede overtreding heeft opgelopen.

Het voorstel voorziet naar het voorbeeld van de wet van 15 mei 2007 op de piraterij in ambtenaren die overtredingen onderzoeken en vaststellen en ambtenaren die beslissen over de sanctie.

Opdat het voorstel toepasbaar kan zijn, moeten er uiteraard ambtenaren in dienst worden genomen die specifiek zijn opgeleid voor het bestrijden van illegaal downloaden. Het is evenwel niet de wetgever die de middelen kan vaststellen die door de uitvoerende macht ter beschikking worden gesteld voor de toepassing van de wet. Een koninklijk besluit zal de structuur van een eventuele dienst vormgeven, het kader ervan vaststellen, ...

*
* *

Het wetsvoorstel heeft tevens rekening gehouden met de problemen met betrekking tot de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de geheimhouding van de telecommunicatie, aangezien het past binnen de uitzonderingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens en het bovendien verwijst naar de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Er is voorzien in een aantal bepalingen die met name betrekking hebben op de rol van de providers, de formaliteiten die moeten worden vervuld, ...

Men dient er bovendien op te wijzen dat dit voorstel niet in de plaats treedt van andere teksten die bepaalde specifieke bepalingen voor deze sector bevatten.

Zo verplicht de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij de dienstverlener in geval van hosting de procureur des Konings onverwijld op de hoogte te brengen wanneer hij daadwerkelijk kennis

communiquer au procureur du Roi. Cette disposition subsiste, nonobstant le système de la réponse graduée prévue par la présente proposition.

Évidemment, si le procureur du Roi est saisi, une demande d'un agent commissionné de lancer un avertissement au même titulaire n'aura plus aucune raison d'être puisque l'affaire aura dépassé ce stade et sera entre les mains des autorités judiciaires.

Autre exemple : un ayant droit pourrait porter plainte contre le responsable de téléchargements illégaux. Le procureur du Roi pourrait dans le cadre de ses pouvoirs, prendre contact avec le ministère compétent pour savoir si l'internaute fait déjà l'objet de mesures dans le cadre de la riposte graduée et décider soit du non-lieu compte tenu de la procédure engagée par les agents commissionnés, soit néanmoins, de poursuivre au pénal.

Dans le même ordre d'idées, les intérêts civils des ayants droit sont indépendants de cette proposition.

Ainsi, un ayant droit peut parfaitement citer un titulaire au civil en demandant des dommages et intérêts pour téléchargement illégal lui causant préjudice, même si le train des sanctions prévues par la présente proposition de loi n'est pas engagé.

Cependant, s'il y a recours au tribunal lors de la troisième infraction, il est probable qu'il y aura, le cas échéant, constitution de partie civile.

*
* *

La proposition prévoit la création d'un Conseil consultatif composé de toutes les parties intéressées. Son rôle est important car il doit être tenu au courant de l'application de la loi.

Il doit ainsi donner un avis préalable à toute réglementation.

Il peut aussi formuler des propositions d'évaluation du système.

*
* *

À propos du téléchargement, plusieurs questions sont fréquemment posées auxquelles il convient de répondre.

krijgt van een onwettige activiteit of informatie. Deze bepaling blijft bestaan, niettegenstaande het systeem van graduele reactie waarin dit voorstel voorziet.

Indien de procureur kennis neemt van de zaak, heeft een verzoek van een aangestelde ambtenaar om een waarschuwing naar dezelfde internetgebruiker te sturen, uiteraard geen enkele reden van bestaan meer, aangezien de zaak dit stadium heeft overgeslagen en in handen van de gerechtelijke overheid is.

Ander voorbeeld : een rechthebbende zou een klacht kunnen indienen tegen de verantwoordelijke van illegaal downloaden. De procureur des Konings zou in het kader van zijn bevoegdheden contact kunnen opnemen met de bevoegde minister om te weten of er voor de internetgebruiker reeds maatregelen gelden in het kader van de graduele reactie en daarna hetzij te besluiten tot buitenvervolginstelling rekening houdend met de procedure die de aangestelde ambtenaren hebben ingesteld, hetzij toch over te gaan tot strafrechtelijke vervolging.

In dezelfde lijn staan de burgerrechtelijke belangen los van dit voorstel.

Zo kan een rechthebbende perfect een internetgebruiker voor de burgerlijke rechtbank dagvaarden door schadevergoeding te vorderen wegens illegaal downloadgedrag dat hem schade berokkent, ook al is de reeks sancties waarin dit wetsvoorstel voorziet niet ingezet.

Indien bij de derde overtreding de rechtbank wordt ingeschakeld, zal er wellicht sprake zijn van burgerlijke partijstelling.

*
* *

Het voorstel voorziet in de oprichting van een Adviesraad die bestaat uit alle betrokken partijen. De raad speelt een belangrijke rol, want hij moet op de hoogte worden gehouden van de toepassing van de wet.

De raad moet een advies geven dat voorafgaat aan elke vorm van regelgeving.

De raad kan ook voorstellen formuleren om het systeem te evalueren.

*
* *

In verband met downloaden rijzen er regelmatig vragen waarop moet worden geantwoord.

1. *Un dispositif de contrôle porte-t-il atteinte à la vie privée ?*

Réponse : non.

Le caractère communautaire des plateformes d'échanges réfute tout argument d'atteinte à la vie privée. Ce sont des échanges entre internautes qui sont ouverts à tous.

Dans un tel cas, un système de contrôle ne peut donc se révéler intrusif.

De plus, on ne contrôle pas l'internaute dans son fonctionnement quotidien mais on vérifie si les œuvres faisant l'objet d'échanges respectent les droits d'auteur. Le contrôle s'effectue de manière aléatoire.

Lorsque le caractère illicite de l'œuvre a été constaté, la recherche de l'adresse IP correspondant à la connexion s'étant livré à cet échange illégal est effectuée.

Ce n'est dès lors que dans un troisième temps que le fournisseur d'accès communique les coordonnées de l'internaute fautif.

On signalera aussi que le système de réponse graduée prévu par la présente proposition ne supprime évidemment pas les dispositions de la loi du 30 juin 1994 sur les droits d'auteurs qui notamment comporte un volet « sanctions ».

2. *Un système de licence globale n'est-il pas plus approprié ?*

Réponse : non.

La licence globale consiste à véritablement exproprier le créateur de son œuvre.

Couverte par un forfait collectif généralisé, son œuvre lui échappe. Il ne dispose plus du droit d'autoriser ou d'interdire l'exploitation de son œuvre sur Internet.

De plus, la licence globale ne convient pas du tout au secteur audiovisuel. Celui-ci est régi par des règles précises (chronologie des médias) et surtout bénéficie de financements de type multiple.

En cas de licence globale, quel intérêt a encore un investisseur, comme une chaîne de télévision, de financer un film s'il ne peut plus le commercialiser par tous les moyens disponibles ?

Comment concilier licence globale et droits et obligations réciproques des producteurs, des entreprises et des intermédiaires dans le système du tax shelter ?

1. *Schendt toezicht de privacy ?*

Antwoord : nee.

Het gemeenschappelijk karakter van de uitwisselingsplatformen weerlegt elk argument dat de privacy zou worden geschonden. Het gaat om uitwisselingen tussen internetgebruikers waaraan iedereen kan deelnemen.

In een dergelijk geval dringt een controlesysteem dus niet binnen in het privéleven.

Bovendien wordt de internetgebruiker niet gecontroleerd in zijn dagelijks doen. Men gaat echter na of bij het uitwisselen van de werken de auteursrechten niet worden geschonden. De controle vindt willekeurig plaats.

Als men vaststelt dat een werk illegaal is, wordt het overeenkomstig IP-adres opgezocht dat de illegale uitwisseling heeft uitgevoerd.

Het is pas in een derde fase dat de provider de gegevens van de schuldige internetgebruiker meedeelt.

Er dient ook op gewezen te worden dat het systeem van graduele reactie waarin het voorliggend wetsvoorstel voorziet, uiteraard de afdeling 2 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht niet opheft waarin met name de « strafbepalingen » worden vermeld.

2. *Is een systeem van algemene licentie niet geschikter ?*

Antwoord : nee.

De algemene licentie « onteigent » daadwerkelijk de maker.

Zijn werk dat door een algemeen collectief forfait wordt beschermd, ontglipt hem. Hij heeft het recht niet meer om het gebruik van zijn werk op internet toe te laten of te verbieden.

Bovendien is een algemene licentie helemaal niet aangewezen voor de audiovisuele sector. Die sector heeft een specifieke regelgeving (chronologie van de media) en krijgt verschillende soorten financiering.

Als er een algemene licentie zou zijn, welk belang heeft een investeerder dan nog, zoals een televisiezender, om een film te financieren als hij hem niet meer mag commercialiseren via alle beschikbare middelen ?

Hoe kan men een algemene licentie en wederzijdse rechten en plichten van producenten, ondernemingen en tussenpersonen met elkaar verzoenen in het systeem van de tax shelter ?

De plus, il ne fait aucun doute que ce système entraînera un coût supplémentaire au niveau du prix de l'abonnement Internet, pourtant déjà particulièrement onéreux en Belgique. Il est illusoire de penser que les prix de ceux-ci pourront être bloqués.

Enfin, la licence globale conduisant à supprimer la distinction entre légalité et illégalité adresse aux internautes en particulier, et à l'opinion publique en général, un message totalement immoral : si un grand nombre ne respecte pas une règle, on supprime la règle !

Que doivent penser les internautes qui ne s'approvisionnent que sur des sites légaux ?

3. *Est-ce que le développement technique ne rend pas vaine la volonté de lutter contre les téléchargements illégaux ?*

Réponse : non.

L'exemple français le démontre : si le système de réponse graduée n'est pas encore opérationnel, ce n'est pas en raison d'obstacles techniques mais plutôt à cause de difficultés politico-administratives (composition et organisation de la Haute autorité, relation avec les fournisseurs d'accès, ...).

Certes, la technologie évolue mais dans l'état actuel des choses et pour longtemps encore le système *peer to peer* représente la méthode privilégiée d'échanges illicites.

Au reste, la technique peut parfaitement contrôler d'autres systèmes qui émergent.

Les difficultés de développement technique ne peuvent constituer une excuse pour ne pas prendre de décision politique.

4. *La réponse graduée est-elle une arme dirigée contre le petit internaute ?*

Réponse : non.

Comme dans toute disposition « répressive », on poursuit surtout ce qui est excessif (notamment les sites pirates, échanges illégaux de très gros volumes et les « primo-diffuseurs », ...).

Le système mis en place opérera dans la pratique une distinction entre ces faits plus graves et les autres.

Pour les premiers, comme la loi du 30 juin 1994 reste d'application, il est parfaitement possible de dénoncer les faits à l'autorité judiciaire qui pourra appliquer les sanctions prévues par cette loi.

La réponse graduée vise donc essentiellement les faits moins graves mais dont le caractère illégal crée néanmoins un préjudice aux auteurs.

Het lijkt bovendien geen twijfel dat dit systeem bijkomende kosten zal veroorzaken inzake de prijs van het internetabonnement, die nochtans al heel hoog is in België. Wie denkt dat die prijzen geblokkeerd kunnen worden, maakt zich illusies.

Met een algemene licentie die het onderscheid tussen legaal en illegaal moet opheffen, ten slotte, krijgt de internetgebruiker in het bijzonder en de publieke opinie in het algemeen een totaal immorele boodschap : als een grote groep een regel niet naleeft, dan heffen we die regel op !

Hoe komt dat over bij internetgebruikers die enkel van legale websites downloaden ?

3. *Maakt de technische ontwikkeling de strijd tegen het illegaal downloaden niet vergeefs ?*

Antwoord : nee.

Het Franse voorbeeld bewijst het : het systeem van graduele reactie is nog niet operationeel, maar dat komt niet door technische hindernissen maar veeleer door politieke en administratieve moeilijkheden (samenstelling en organisatie van de Haute autorité, relatie met de providers, ...).

De technologie evolueert uiteraard, maar in de huidige omstandigheden en voor lange tijd nog, is het *peer-to-peer*-systeem de bevoorrechte methode om illegaal werken uit te wisselen.

Voor het overige kan de techniek perfect andere nieuwe systemen controleren.

De moeilijkheden die door de technische ontwikkeling ontstaan, mogen geen excuus zijn om geen beleidsbeslissingen te nemen.

4. *Is de graduele reactie een wapen dat tegen de kleine internetgebruiker wordt ingezet ?*

Antwoord : nee.

Zoals in elke « repressieve » bepaling, vervolgt men vooral het excessieve (met name hackersites, de illegale uitwisseling van erg grote volumes en de « eerste verdelers », ...).

Het ingevoerde systeem zal in de praktijk een onderscheid maken tussen ernstige feiten en overige.

Aangezien de wet van 30 juni 1994 van toepassing blijft, is het perfect mogelijk de eerste groep feiten aan te geven aan de rechterlijke autoriteit die de sancties kan toepassen als bepaald in die wet.

De graduele reactie beoogt dus vooral de minder ernstige feiten, waarvan de illegale aard niettemin aan de auteurs nadeel berokkent.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 3

Actuellement, si dans le cadre de l'application de l'article 20 de la loi du 11 mars 2003, le procureur du Roi décide d'imposer au fournisseur d'accès de bloquer l'accès à un site offrant des contenus illégaux, cette décision ne s'impose pas systématiquement à tous les fournisseurs d'accès.

D'une part, cela pose notamment des problèmes en termes de concurrence entre les fournisseurs d'accès.

D'autre part, il en résulte donc que ce site est toujours consultable pour l'internaute via d'autres fournisseurs d'accès.

Afin de lutter plus efficacement contre les sites pirates qui se multiplient, le présent article prévoit que la décision du procureur du Roi (blocage, retrait d'information, ...) prise dans le cadre de l'article 20, § 3, de la loi mentionnée, s'impose alors à tous les fournisseurs d'accès qui rendent possible l'accès à ce site.

Article 4

Cet article propose de durcir les sanctions en cas de non-respect par les fournisseurs d'accès des obligations de collaboration requises en cas de connaissance d'activité ou d'information illicite.

Ce présent article n'est pas contraire à la directive européenne 2000/31/CE sur le commerce électronique qui prévoit dans son article 20 que les sanctions déterminées par les États membres doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

Il importe de responsabiliser davantage les fournisseurs d'accès dans la lutte contre les sites pirates.

Article 5

Dès la signature du contrat d'abonnement entre le nouveau titulaire et le fournisseur d'accès, il est prévu que soit mentionné dans le document la réglementation en vigueur en matière de droits d'auteur, la mention du droit exclusif des auteurs d'autoriser la publication de leurs œuvres, les références du site du Conseil reprenant les offres légales disponibles, les conséquences au niveau de la création artistique et en termes d'emploi de la violation de ces droits et les sanctions applicables et une information sur la nécessité de sécuriser son accès en ligne.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 3

Momenteel is het de procureur des Konings die, in het kader van de toepassing van artikel 20 van de wet van 11 maart 2003, de provider verplicht de toegang tot een website met illegale inhoud te blokkeren. Die beslissing wordt echter niet systematisch opgelegd aan alle providers.

Eenzijds ontstaan er hierdoor problemen op het vlak van concurrentie tussen de providers.

Anderzijds betekent dit dat die website nog altijd toegankelijk is voor de internetgebruiker via andere providers.

Om op een doeltreffendere manier op te treden tegen het groeiend aantal hackersites bepaalt dit artikel dat de beslissing van de procureur des Konings (blokkering, inhouding van informatie, ...) op grond van artikel 20, § 3, van de genoemde wet, moet worden opgelegd aan alle providers die de toegang tot die site mogelijk maken.

Artikel 4

Dit artikel stelt voor de sancties te verzwaren als de providers de vereiste medewerkingsplicht niet nakomen bij kennisname van onwettelijke activiteiten of informatie.

Dit artikel is niet strijdig met de Europese richtlijn 2000/31/EG inzake elektronische handel die in artikel 20 bepaalt dat de sanctieregeling door de lidstaten doeltreffend, evenredig en afschrikkend moet zijn.

Het is belangrijk om in de strijd tegen hackersites providers meer verantwoordelijkheidszin bij te brengen.

Artikel 5

Zodra een abonnementsovereenkomst tussen de nieuwe houder en de provider wordt afgesloten, moet in het document het volgende worden opgenomen: de huidige wetgeving inzake auteursrechten, een verwijzing naar het exclusief recht van de auteurs om toestemming te verlenen voor de publicatie van hun werk, de verwijzingen naar de website van de Raad met het beschikbare legale aanbod, de gevolgen van de schending van die rechten voor de artistieke creatie en de werkgelegenheid en de sancties in geval van overtreding en een bericht over de noodzaak om zijn internetverbinding te beveiligen.

Article 6

Dans de nombreux cas, les offres d'abonnement à Internet, souvent illimitées, ne signalent pas qu'il doit s'agir de « téléchargement légaux ». L'article 6 érige cette absence d'indication en infraction à la loi relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur.

Article 7

Cet article rappelle que, conformément à l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, les auteurs et titulaires de droits voisins ont, sur leurs œuvres, des droits exclusifs d'exploitation de celles-ci.

Article 8

Comme le législateur l'a déjà fait pour la retransmission par le câble, cet article prévoit la gestion collective du droit des auteurs pour la mise à disposition du public par les opérateurs de base de données d'œuvres ou de prestations.

De la même manière que ce qui est prévu pour la retransmission par câble (article 53 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et droits voisins), une présomption de cession des droits en faveur d'une société de gestion collective qui gère les droits de la même catégorie est prévue.

Article 9

Des accords sont conclus aux termes desquels une rémunération est établie en faveur des auteurs, pour la mise en ligne d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

Article 10

Cet article fait référence à un système de médiation en cas d'impossibilité d'arriver à un accord et cela conformément aux dispositions prévues pour la retransmission par câble.

Article 11

Cet article fixe les conditions de reconduction de l'accord et les conditions de demande de modification ou de dénonciation de celui-ci.

Article 12

Cet article impose la conclusion d'un accord entre fournisseur d'accès et société de gestion des droits portant sur les conditions et limites des échanges. Cela signifie concrètement que liberté la plus large des

Artikel 6

In heel wat gevallen vermelden de aanbiedingen voor een internetabonnement, vaak zonder beperkingen, niet dat het om legaal downloaden moet gaan. Artikel 6 bepaalt dat het weglaten van die vermelding een schending van de wet betreffende de handelspraktijken en consumentenbescherming is.

Artikel 7

Dit artikel herinnert eraan dat, overeenkomstig artikel 1 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, de auteurs en de houders van naburige rechten exclusieve exploitatierechten hebben op hun werken.

Artikel 8

Zoals de wetgever dit reeds bepaalde voor de doorgifte via de kabel, voorziet dit artikel in het collectief beheer van het auteursrecht om werken of prestaties ter beschikking te stellen van het publiek via databankoperatoren.

Net als voor de doorgifte via de kabel (artikel 53 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten), wordt er voorzien in een vermoeden van overdracht van de rechten ten gunste van een vennootschap voor collectief beheer die rechten van dezelfde categorie beheert.

Artikel 9

Er worden overeenkomsten afgesloten waarin een vergoeding wordt vastgesteld voor de auteurs, wanneer auteursrechtelijk beschermde werken *on line* worden gezet.

Artikel 10

Dit artikel verwijst naar een systeem van bemiddeling wanneer er geen akkoord kan worden bereikt, overeenkomstig de bepalingen voor de doorgifte via de kabel.

Artikel 11

Dit artikel stelt de voorwaarden voor een verlenging van de overeenkomst vast en de voorwaarden om een wijziging of een verbreking aan te vragen.

Artikel 12

Dit artikel verplicht de provider en de vennootschap voor het beheer van de rechten een overeenkomst af te sluiten over de voorwaarden voor en beperkingen van uitwisselingen. Concreet betekent dit dat de auteurs-

internautes et droits des auteurs doivent être conjugués.

Article 13

Ne demande aucune explication.

Article 14

Il est interdit pour l'internaute de télécharger des œuvres ou prestations mises en ligne via les fournisseurs d'accès qui n'ont pas les autorisations prévues par la présente loi. À savoir: les téléchargements illégaux sur les sites pirates et les échanges abusifs.

Si tel est le cas, un mécanisme de sanctions sous forme de réponse graduée se met alors en place.

Articles 15, 16 et 17

Le système retenu est celui des agents commissionnés. Cette procédure n'est pas nouvelle. Elle est notamment utilisée dans le cadre de la loi du 15 mai 2007 qui réprime la contrefaçon et la piraterie des droits de propriété intellectuelle.

Dès le départ de la procédure, les droits de la défense sont respectés puisqu'à la première étape, le titulaire peut demander des informations et qu'à la deuxième infraction, il peut évidemment la contester et, le cas échéant, introduire un recours auprès du ministre.

Pour que la réponse graduée fonctionne, il est prévu que le fournisseur d'accès communique les données essentielles permettant de prendre contact avec le fautif.

Ceci est conforme aux dispositions de la loi relative à la protection de la vie privée qui en son article 8, § 2, b, excepte de l'interdiction de traiter les données à caractère personnel «les traitements effectués par (d'autres) personnes lorsque le traitement est nécessaire à la réalisation de finalités fixées par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance.»

C'est le cas en l'espèce puisque la loi, pour être applicable, demande évidemment l'identification du contrevenant.

La même remarque peut être formulée à propos de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques dont l'article 125, § 1^{er}, 1^o, prévoit que les dispositions de l'article 124 (interdiction d'identifier intentionnellement les personnes concernées par la

rechten en een zo groot mogelijke vrijheid van internetgebruikers verzoend moeten worden.

Artikel 13

Vereist geen verdere uitleg.

Artikel 14

De internetgebruiker mag geen werken of prestaties downloaden die weliswaar door providers *on line* zijn gezet, maar waarvoor die providers niet de bij de voorliggende wet bepaalde toestemming hebben. Het gaat namelijk om illegale downloads vanop hackersites en onrechtmatige uitwisselingen.

Als dat het geval is, wordt er een mechanisme van sancties in werking gesteld in de vorm van een graduele reactie.

Artikelen 15, 16 en 17

Het systeem dat wordt gekozen, functioneert met aangestelde ambtenaren. Deze procedure is niet nieuw. Ze wordt met name gebruikt in het kader van de wet van 15 mei 2007 die namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten beteugelt.

Van bij het begin van de procedure worden de rechten van de verdediging geëerbiedigd aangezien de betrokkene bij de eerste stap inlichtingen kan vragen en hij bij de tweede overtreding die uiteraard kan betwisten en desgevallend beroep kan instellen bij de minister.

Om ervoor te zorgen dat de graduele reactie werkt, wordt bepaald dat de provider de noodzakelijke gegevens meedeelt om contact te kunnen opnemen met de schuldige.

Dit strookt met de bepalingen van de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer, die in artikel 8, § 2, b, bepaalt dat het verbod om de persoonsgegevens te verwerken niet van toepassing is op verwerkingen «door (andere) personen, indien de verwerking noodzakelijk is voor de verwezenlijking van doeleinden die door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie zijn vastgesteld.»

Dit is hier het geval, aangezien de toepassing van de wet uiteraard de identificatie van de overtreder vergt.

Dezelfde opmerking geldt voor de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, waarvan artikel 125, § 1, 1^o, voorschrijft dat de bepalingen van artikel 124 (verbod om met opzet de personen te identificeren die bij de verzending van de

transmission de l'information, ...) ne sont pas applicables « lorsque la loi permet ou impose l'accomplissement des actes visés ».

Il est prévu que l'avertissement soit envoyé par la voie « la plus appropriée ». L'adresse électronique fournie au titulaire par le fournisseur d'accès lors de la conclusion d'un contrat avec celui-ci ne sera pas automatiquement activée par le titulaire qui préférera peut-être utiliser une autre adresse de messagerie. Dans un tel cas, l'envoi de l'avertissement devra se faire par la voie utilisée pour la facturation.

Article 18

La troisième étape de la « réponse graduée » est une étape judiciaire. Le juge peut décider non seulement d'une amende mais aussi d'une limitation de l'accès à internet qui revient en fait à bloquer l'accès au du haut débit. Les téléchargements sont donc rendus beaucoup plus difficiles parce que beaucoup plus lents. Sauf ce cas, les autres utilisations d'internet restent possibles (par exemple : recherche de travail, participation à des forums de rencontres, achats en ligne, réservation diverses, ...).

Cet article apporte également certaines précisions quant aux conditions et modalités à respecter pendant la limitation de la connexion Internet.

En cas de récidive, le titulaire qui aura alors commis six infractions, pourra se voir infliger une suspension complète de son accès à Internet.

Article 19

Cet article apporte certaines précisions quant aux conditions et modalités à respecter pendant la suspension de la connexion Internet.

Article 20

En cas de nouveau contrat avec un titulaire dont l'accès à internet a été limité ou suspendu complètement, le fournisseur d'accès doit maintenir la limitation ou la suspension fixée par le juge.

Article 21

Le fournisseur d'accès doit appliquer la décision judiciaire qui lui est notifiée.

Articles 22, 23 et 24

Ces articles sont analogues aux articles 24, 25 et 26 de la loi du 15 mai 2007 relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété

informatie en de inhoud ervan betrokken zijn, ...) niet van toepassing zijn « wanneer de wet het stellen van de bedoelde handelingen toestaat of oplegt ».

Er wordt bepaald dat de waarschuwing wordt verstuurd via « de meest adequate » weg. Het e-mailadres dat de provider de houder heeft bezorgd bij het sluiten van de overeenkomst wordt niet automatisch geactiveerd door de houder, die misschien een ander e-mailadres wenst te gebruiken. In dergelijk geval wordt de waarschuwing via dezelfde weg verzonden als de facturen.

Artikel 18

De derde stap van de « graduele reactie » is een gerechtelijke stap. De rechter kan niet alleen besluiten tot een boete, maar ook tot een beperking van de internettoegang, waarbij de toegang tot breedbandinternet wordt geblokkeerd. Downloaden wordt bijgevolg veel moeilijker omdat de downloadsnelheid heel wat lager ligt. Daarbuiten blijven de andere internettoepassingen mogelijk (bijvoorbeeld: zoeken naar werk, deelnemen aan forums, onlineaankopen en diverse reservaties verrichten, ...).

Dit artikel bevat tevens bepaalde verduidelijkingen over de voorwaarden en nadere regels die moeten worden nageleefd tijdens de beperking van de internetverbinding.

In geval van recidive kan men de houder, die dan zes overtredingen heeft gepleegd, een volledige schorsing van zijn internettoegang opleggen.

Artikel 19

Dit artikel bevat bepaalde verduidelijkingen over de voorwaarden en nadere regels die moeten worden nageleefd tijdens de schorsing van de internetverbinding.

Artikel 20

In geval van een nieuwe overeenkomst met een houder wiens internettoegang beperkt of volledig geschorst is, moet de provider de door de rechter vastgestelde beperking of schorsing handhaven.

Artikel 21

De provider moet de gerechtelijke beslissing die hem ter kennis wordt gebracht, naleven.

Artikelen 22, 23 en 24

Deze artikelen zijn analoog met de artikelen 24, 25 en 26 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele

intellectuelle. Ils sont parfaitement applicables en l'espèce et ne demande pas d'autre commentaire.

Article 25

Le Conseil, composé de toutes les parties intéressées, a pour mission essentielle de suivre l'application de la loi et de proposer des modifications éventuelles notamment au vu de l'évolution technologique. Au plan de la prévention, ce Conseil pourrait aussi suggérer au ministre des modalités de campagne expliquant les dommages causés à la création culturelle et à l'économie par les téléchargements illégaux.

Un tel Conseil permettra aux différentes parties concernées de collaborer activement.

Enfin, le rapport du Conseil servira de base au débat parlementaire sur cette question.

Richard MILLER.

*
* *

eigendomsrechten. Ze zijn in dit geval perfect van toepassing en behoeven verder geen toelichting.

Artikel 25

De Raad, die bestaat uit alle betrokken partijen, heeft als belangrijkste opdracht de toepassing van de wet volgen en eventuele wijzigingen voorstellen, met name in het licht van de technologische evolutie. Op het gebied van preventie zou deze Raad de minister tevens voorstellen kunnen doen voor campagnes waarin de schade die illegaal downloaden de culturele creaties en de economie berokkent, wordt uitgelegd.

Via een dergelijke Raad kunnen de verschillende betrokken partijen actief samenwerken.

Tot slot zal het rapport van de Raad dienen als basis voor het parlementaire debat over deze kwestie.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Chapitre I^{er} : Dispositions générales**Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, à l'exception de l'article 18 qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi on entend par :

1^o ministre : le ministre qui a l'Économie dans ses attributions;

2^o fournisseur d'accès : un opérateur de la société de l'information qui fournit un accès au réseau de communication électronique;

3^o titulaire : toute personne physique ou morale titulaire d'un numéro attribué par un fournisseur d'accès pour la fourniture de communication électronique et qui utilise un service de communication électronique en exécution d'un contrat passé avec un fournisseur d'accès;

4^o Conseil : le Conseil de la protection des droits d'auteur sur Internet.

Chapitre II : De la lutte contre les sites Internet illégaux

Art. 3

L'article 20, § 3, de la loi du 11 mars 2003 sur certains aspects juridiques des services de la société de l'information est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

« La décision prise par le procureur du Roi s'impose à tous les fournisseurs d'accès permettant l'hébergement de l'activité ou de l'information illicite visée au premier alinéa. »

Art. 4

Dans l'article 26 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 4 est complété à la fin par le membre de phrase suivant : « ainsi que les prestataires

WETSVOORSTEL**Hoofdstuk I : Algemene bepalingen**

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van artikel 18, dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1^o minister : de minister die bevoegd is voor Economie;

2^o provider : een operator van de informatiemaatschappij die toegang tot het elektronisch communicatienetwerk verschaft;

3^o houder : iedere natuurlijke of rechtspersoon die houder is van een door een provider toegekend nummer voor de levering van elektronische communicatie en die een elektronische communicatiedienst gebruikt ter uitvoering van een overeenkomst met een provider;

4^o Raad : de Raad voor de bescherming van de auteursrechten op het internet.

Hoofdstuk II : De strijd tegen illegale websites

Art. 3

Artikel 20, § 3, van de wet van 11 maart 2003 betreffende bepaalde juridische aspecten van de diensten van de informatiemaatschappij wordt met een derde lid aangevuld, luidende :

« De beslissing van de procureur des Konings wordt aan alle providers opgelegd die hosting van de onwettige activiteit of informatie als bedoeld in het eerste lid toelaten. »

Art. 4

Artikel 26 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

1^o § 4 wordt op het einde aangevuld als volgt : « en de dienstverleners die weigeren hun medewerking te

qui refusent de fournir la collaboration requise sur la base de l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, ou de l'article 21, § 2. »;

2^o le 3^o du paragraphe 5 est supprimé.

Chapitre III : De la promotion des sites contenant des œuvres dont la mise à disposition du public a été autorisée par les auteurs et titulaires de droits voisins

Art. 5

Dans les contrats conclus avec les titulaires, les fournisseurs d'accès font figurer :

1^o une mention claire que les auteurs et les titulaires des droits voisins disposent du droit exclusif d'autoriser la reproduction et la communication au public de leurs œuvres ou de leurs prestations;

2^o la réglementation en vigueur en matière de droits d'auteur;

3^o une information sur l'offre légale de contenus culturels en ligne par la mention du site Internet créé par le Conseil, visé à l'article 25, alinéa 7, ainsi que sur les dangers pour la création artistique et pour l'économie du secteur culturel des pratiques ne respectant pas les droits d'auteur et les droits voisins;

4^o une information quant à la nécessité pour le titulaire de sécuriser son accès à un service de communication au public en ligne;

5^o une mention des dispositions et sanctions prévues par la présente loi.

Art. 6

L'article 91 de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur est complété par un 24^o rédigé comme suit :

« 24^o proposer une offre de service de communication en ligne permettant un téléchargement illimité en omettant de mentionner que le téléchargement ne peut que concerner des œuvres dûment autorisées aux conditions prévues par la loi du ... visant à promouvoir la création culturelle sur Internet. »

verlenen, zoals vereist door artikel 21, § 1, tweede lid, of door artikel 21, § 2. »;

2^o het 3^o van § 5 wordt opgeheven.

Hoofdstuk III : Het aanmoedigen van websites met werken die ter beschikking van het publiek worden gesteld met toestemming van de auteurs en houders van naburige rechten

Art. 5

In de contracten met de houders vermelden de providers het volgende :

1^o een duidelijke vermelding van het exclusief recht van auteurs en houders van naburige rechten om toestemming te verlenen voor de reproductie en mededeling aan het publiek van hun werken en prestaties;

2^o de geldende wetgeving betreffende het auteursrecht;

3^o informatie over het legale online-cultuuraanbod door te verwijzen naar de website van de Raad als bedoeld in artikel 25, zevende lid, en over de gevolgen voor de artistieke creatie en de economie van de culturele sector wanneer de wet op het auteursrecht en de naburige rechten niet wordt nageleefd;

4^o de vermelding dat de houder zijn toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek moet beveiligen;

5^o de bepalingen en sancties waarin de huidige wet voorziet.

Art. 6

Artikel 91 van de wet van 6 april 2010 betreffende de handelspraktijken en de consumentenbescherming wordt met een 24^o aangevuld, luidende :

« 24^o een onlinedienst voor mededeling aan het publiek voorstellen om onbeperkt te kunnen downloaden zonder te vermelden dat downloaden enkel voor werken geldt waarvoor toestemming is verleend op grond van de voorwaarden van de wet van ... tot een betere bescherming van culturele creaties op het internet. »

Chapitre IV: De la mise à disposition au public d'œuvres et de prestations par des opérateurs de bases de données

Art. 7

Les auteurs et les titulaires de droits voisins disposent du droit exclusif d'autoriser la reproduction et la communication au public de leurs œuvres ou de leurs prestations, en totalité ou en extraits, par des opérateurs de bases de données mises en ligne, à titre gratuit ou onéreux, et permettant au public de réaliser le chargement, la visualisation, l'échange d'œuvres ou de prestations, ou encore de se mettre à jour automatiquement selon un procédé informatique.

Art. 8

Le droit des auteurs et des titulaires de droits voisins d'accepter ou d'interdire la mise à disposition au public d'œuvres ou de prestations par les opérateurs de base de données ne peut être exercé que par une société de gestion des droits, telle que prévue dans la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Lorsque l'auteur ou les titulaires de droits voisins n'ont pas confié la gestion de leurs droits à une société de gestion des droits, la société qui gère les droits de la même catégorie est réputée être chargée de gérer leurs droits.

Lorsque plusieurs sociétés de gestion des droits gèrent des droits de cette catégorie, l'auteur ou les titulaires de droits voisins peuvent désigner eux-mêmes celle qui sera réputée être chargée de la gestion de leurs droits. Ils ont les mêmes droits et les mêmes obligations résultant du contrat conclu entre les fournisseurs d'accès et la société de gestion des droits que les titulaires qui ont chargé cette société de défendre leurs droits.

Ils peuvent faire valoir leurs droits dans un délai de cinq ans à compter de la date de la première mise à disposition de leur œuvre ou de leur prestation par l'opérateur de base de données.

Art. 9

Un accord concernant la mise à disposition d'œuvres ou de prestations par les opérateurs de base de données est négocié entre les opérateurs de base de données et les sociétés de gestion.

Cet accord porte sur une rémunération de droits d'auteur et droits voisins. Cet accord est négocié

Hoofdstuk IV: Werken en prestaties die door databankoperatoren ter beschikking van het publiek worden gesteld

Art. 7

Auteurs en houders van naburige rechten hebben het exclusief recht om toestemming te verlenen voor de volledige of gedeeltelijke reproductie en mededeling aan het publiek van hun werken en prestaties tegen betaling of gratis, via operatoren van onlinedatabanken. Aan de hand hiervan kan het publiek werken of prestaties downloaden, visualiseren en uitwisselen of kan het automatisch op de hoogte blijven via een computer.

Art. 8

Het recht van auteurs en houders van naburige rechten om te aanvaarden of te verbieden dat databankoperatoren werken of prestaties ter beschikking stellen van het publiek, kan enkel uitgeoefend worden door een vennootschap voor het beheer van de rechten zoals bepaald in de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Indien de auteur of de houders van naburige rechten het beheer van hun rechten niet aan een vennootschap voor het beheer van de rechten hebben opgedragen, is de vennootschap die rechten van dezelfde categorie beheert, geacht met het beheer van hun rechten te zijn belast.

Indien de rechten van die categorie door meer dan één vennootschap voor het beheer van de rechten worden beheerd, staat het de auteur of de houders van naburige rechten vrij te kiezen welke van die vennootschappen geacht wordt hun rechten te beheeren. Voor hen gelden dezelfde rechten en plichten uit de overeenkomst tussen de provider en de vennootschap voor het beheer van de rechten als voor de rechthebbenden die het beheer van hun rechten aan deze vennootschap hebben opgedragen.

Zij kunnen die rechten doen gelden binnen een termijn van vijf jaar te rekenen van de datum van beschikbaarstelling van hun werk of prestatie via de databankoperator.

Art. 9

Tussen de databankoperatoren en de beheersvennootschappen wordt een overeenkomst afgesloten betreffende de beschikbaarstelling van werken of prestaties door de databankoperatoren.

Die overeenkomst betreft een vergoeding van het auteursrecht en de naburige rechten. Er is een

distinctement pour le secteur de la musique, de l'audiovisuel, de l'édition et de la presse.

Art. 10

Lorsque la conclusion d'un accord autorisant la mise en ligne par les opérateurs de base de données est impossible, les parties peuvent faire appel à trois médiateurs.

Les médiateurs sont désignés selon les règles de la sixième partie du Code judiciaire applicables à la désignation des arbitres. Ils doivent présenter des garanties d'indépendance et d'impartialité. Ils ont pour tâche d'aider aux négociations et peuvent formuler des propositions après avoir entendu les parties concernées. Les propositions sont notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les parties sont censées accepter les propositions qui leurs sont adressées si dans les trois mois de la notification aucune d'entre elles ne s'y oppose au moyen d'une notification aux autres parties dans les mêmes formes.

Art. 11

L'accord visé à l'article 9 est renouvelé annuellement par tacite reconduction.

Toute demande de modification de l'accord ou de dénonciation de celui-ci doit être introduite au plus tard un mois avant le délai fixé à l'alinéa 1^{er} du présent article.

La demande doit être motivée et accompagnée d'une nouvelle proposition. Jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit conclu, l'accord précédent reste d'application.

Chapitre V: Des échanges, via les fournisseurs d'accès, d'œuvres ou de prestations

Art. 12

Un accord concernant les échanges via les fournisseurs d'accès d'œuvres ou de prestations protégées par le droit d'auteur est négocié entre les fournisseurs d'accès et les sociétés de gestion.

Cet accord détermine les limites et les conditions dans lesquelles le titulaire d'un accès à un service de communication au public en ligne peut utiliser celui-ci pour échanger des œuvres protégées par un droit d'auteur ou un droit voisin.

verschillende overeenkomst voor de muzieksector, de audiovisuele sector, de uitgeverssector en de pers.

Art. 10

Als er geen overeenkomst kan worden gesloten die databankoperatoren toestemming verleent om werken *on line* te zetten, dan kunnen de partijen een beroep doen op drie bemiddelaars.

De bemiddelaars worden aangewezen volgens de bepalingen van het zesde deel van het Gerechtelijk Wetboek, die van toepassing zijn op de aanwijzing van arbiters. Zij moeten hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid kunnen waarborgen. Zij moeten bijstand verlenen bij het voeren van onderhandelingen en kunnen voorstellen doen na de betrokken partijen te hebben gehoord. De voorstellen worden ter kennis gebracht bij ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs.

Indien binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de kennisgeving geen van de betrokken partijen zich door middel van een kennisgeving aan de andere partijen in dezelfde vorm tegen de voorstellen heeft verzet, worden zij geacht die voorstellen te hebben aanvaard.

Art. 11

De overeenkomst als bedoeld in artikel 9 wordt jaarlijks stilzwijgend verlengd.

Elke vraag tot wijziging of verbreking van de overeenkomst moet ten laatste één maand voor de in het eerste lid van dit artikel vastgestelde termijn worden ingediend.

De vraag moet met reden omkleed zijn en vergezeld zijn van een nieuw voorstel. Tot er een nieuwe overeenkomst wordt afgesloten, blijft de vorige overeenkomst van toepassing.

Hoofdstuk V: Het uitwisselen van werken en prestaties via providers

Art. 12

Tussen de providers en de beheersvennootschappen wordt een overeenkomst gesloten betreffende de uitwisseling van auteursrechtelijk beschermde werken of prestaties via providers.

Die overeenkomst bepaalt de beperkingen en de voorwaarden waarbinnen de houder van een toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek die toegang mag gebruiken om werken uit te wisselen die door het auteursrecht of naburige rechten worden beschermd.

Art. 13

Les dispositions des articles 10 et 11 sont d'application.

Chapitre V: De la réponse graduée en cas de non-respect des conditions dans lesquelles le titulaire peut échanger des œuvres protégées par un droit d'auteur ou un droit voisin et en cas de téléchargements d'œuvres non autorisées

Art. 14

Sans préjudice des dispositions de la loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins, il est interdit à tout titulaire d'utiliser son accès à un service de communication au public en ligne pour échanger des œuvres protégées par un droit d'auteur ou un droit voisin, au-delà des limites et conditions fixées par l'article 12, alinéa 2, et pour télécharger des œuvres et prestations qui n'ont pas reçu l'autorisation des auteurs et titulaires de droits.

Art. 15

Les agents commissionnés à cet effet par le ministre sont compétents pour rechercher et constater les infractions à la présente loi.

Art. 16

À cette fin les agents commissionnés peuvent, conformément à l'article 8, § 2, b, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et à l'article 125, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques :

1^o faire toutes les constatations utiles et réunir toutes informations qu'ils estiment nécessaires pour s'assurer que les dispositions de la loi sur le droit d'auteur est respectée;

2^o demander au fournisseur d'accès concerné l'identité, l'adresse postale, l'adresse électronique et les coordonnées téléphoniques du titulaire.

Les données mises à la disposition des agents peuvent être conservées pendant la durée nécessaire à l'exercice des compétences qui leur sont confiées par la présente loi.

Art. 13

De bepalingen van artikelen 10 en 11 zijn van toepassing.

Hoofdstuk V: De graduele reactie bij het niet naleven van de voorwaarden waaronder de houder werken die door het auteursrecht of de naburige rechten worden beschermd, mag uitwisselen en bij het illegaal downloaden van werken

Art. 14

Onverminderd de bepalingen van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten, mag elke houder zijn toegang tot een online-dienst voor mededeling aan het publiek niet gebruiken om werken uit te wisselen die door het auteursrecht of een naburig recht worden beschermd, als hij daarbij de beperkingen en voorwaarden als vastgesteld in artikel 12, tweede lid, niet in acht neemt en om werken en prestaties te downloaden waarvoor de auteurs en de rechthebbenden geen toestemming hebben gegeven.

Art. 15

De hiertoe door de minister aangestelde ambtenaren zijn bevoegd om overtredingen van deze wet te onderzoeken en vast te stellen.

Art. 16

De hiertoe aangestelde ambtenaren kunnen overeenkomstig artikel 8, § 2, b, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en artikel 125, § 1, 1^o, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie :

1^o alle nuttige vaststellingen doen en alle informatie vergaren die ze noodzakelijk achten om zich ervan te vergewissen dat de bepalingen van de wet op de auteursrechten worden nageleefd;

2^o de betrokken provider de identiteit, het postadres, het e-mailadres en de telefoongegevens van de houder vragen.

De gegevens die de ambtenaren ter beschikking worden gesteld, kunnen worden bewaard voor de duur die nodig is voor de uitoefening van de bevoegdheden die hun door deze wet worden toegekend.

Art. 17

Les agents spécialement désignés à cet effet par le ministre, au vu des procès-verbaux dressés par les agents visés à l'article 15, peuvent :

1° à la première infraction, envoyer au titulaire, dans un délai de quinze jours à compter du constat de celle-ci, par la voie la plus appropriée et par l'intermédiaire du fournisseur d'accès ayant conclu un contrat avec celui-ci, un avertissement lui rappelant et l'enjoignant de respecter les dispositions prévues par l'article 14.

L'avertissement mentionne la date et l'heure auxquelles l'infraction a été constatée. Le contenu des œuvres concernées par cette infraction n'est pas divulgué.

L'avertissement contient également un rappel des sanctions encourues en cas de nouvelles infractions à cet article, de l'information sur l'offre légale de contenus culturels en ligne ainsi que sur les dangers pour la création artistique et pour l'économie du secteur culturel des pratiques ne respectant pas le droit d'auteur et les droits voisins.

L'avertissement précise les coordonnées téléphoniques, postales et électroniques où le titulaire d'accès à des services de communication au public en ligne peut s'adresser s'il souhaite faire des observations ou obtenir, s'il en fait la demande expresse, des informations quant au contenu des œuvres concernées par l'infraction.

Le Roi détermine la forme et le contenu de l'avertissement.

2° à la deuxième infraction constatée dans les six mois de l'envoi du premier avertissement, envoyer au titulaire, dans un délai de dix jours à compter du constat de l'infraction, par la voie la plus appropriée et par lettre recommandée, un rappel de la première infraction ainsi que les recommandations qui étaient jointes et proposer au contrevenant le paiement d'une somme qui éteint l'action publique.

Le montant de cette somme ne peut être supérieur au minimum de l'amende prévue à l'article 18, alinéa 2.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi du rappel prévu au 2°, le titulaire peut former un recours au ministre contre le paiement de la somme qui lui est proposée. La décision du ministre est rendue dans les deux mois de la réception du recours.

Art. 17

De hiertoe door de minister specifiek aangestelde ambtenaren kunnen in het licht van de processen-verbaal van de ambtenaren bedoeld in artikel 15 :

1° bij de eerste overtreding binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de vaststelling, de houder via de meest adequate weg en via de provider die met hem een overeenkomst heeft gesloten, een waarschuwing sturen waarin hij wordt herinnerd aan de bepalingen bedoeld in artikel 14 en hem wordt bevolen die bepalingen na te leven.

De waarschuwing vermeldt de datum en het tijdstip waarop de overtreding is vastgesteld. De inhoud van de bij de overtreding betrokken werken wordt niet bekendgemaakt.

De waarschuwing bevat tevens een herinnering aan de sancties in geval van een nieuwe overtreding van dit artikel, informatie over het legale cultuuraanbod op het internet en over de gevaren van praktijken die het auteursrecht en de naburige rechten niet in acht nemen voor de artistieke creaties en voor de economie.

De waarschuwing vermeldt duidelijk het telefoonnummer, het postadres en het e-mailadres waarnaar de houder van de toegang tot onlinediensten voor mededeling aan het publiek zich kan richten indien hij opmerkingen wil maken of, indien hij hierom uitdrukkelijk verzoekt, informatie over de inhoud van de werken die bij de overtreding zijn betrokken, wil verkrijgen.

De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van deze waarschuwing.

2° bij de tweede overtreding die binnen een termijn van zes maanden na de verzending van de eerste waarschuwing wordt vastgesteld, de houder binnen een termijn van tien dagen vanaf de vaststelling van de overtreding via de meest adequate weg en per aangetekend schrijven een herinnering aan de eerste overtreding sturen alsook de aanbevelingen die hierbij waren gevoegd en de overtreder voorstellen een som te betalen die de strafvordering doet vervallen.

Het bedrag van die som mag niet hoger zijn dan het minimum van de boete bedoeld in artikel 18, tweede lid.

Binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de verzendingsdatum van de herinnering bedoeld in het 2° kan de houder bij de minister beroep aantekenen tegen de betaling van de som die hem wordt voorgesteld. De beslissing van de minister wordt uitgesproken binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van het beroep.

Les tarifs, délais et modalités de paiement et de perception ainsi que les délais et modalités de recours sont fixés par le Roi.

Art. 18

Toute nouvelle infraction constatée dans un délai de deux ans à compter de l'expiration du délai de recours ou, s'il échet, de la décision du ministre rendue sur recours du titulaire telle qu'elle est prévue à l'article 17, 2°, et commise par le même titulaire, est portée par les agents commissionnés à la connaissance du procureur du Roi, qui décide des poursuites.

Le contrevenant est passible d'une amende d'un montant minimum de cent euros et d'un montant maximum de mille euros et il peut, en outre, se voir imposer une limitation de l'accès à un service de communication au public en ligne pour la durée fixée par le juge.

Pour prononcer la peine de limitation à l'accès à un service de communication au public en ligne et en déterminer la durée, le juge prend en compte les circonstances et la gravité de l'infraction ainsi que la personnalité de son auteur, et notamment l'activité professionnelle ou sociale de celui-ci.

Le jugement exécutoire ordonnant la limitation de l'accès à un service de communication au public en ligne est notifié au fournisseur d'accès concerné afin qu'il puisse mettre en œuvre, dans un délai de quinze jours à compter de la notification, la limitation de cet accès à l'égard du titulaire concerné.

Pendant la durée de la limitation de l'accès à un service de communication au public en ligne, le titulaire peut souscrire à un contrat portant sur un service de même nature auprès d'un autre fournisseur d'accès pour autant que celui-ci maintienne la limitation d'accès pendant la durée fixée.

Une limitation de l'accès à un service de communication au public en ligne n'affecte pas, par elle-même, le versement du prix de l'abonnement au fournisseur du service.

Les frais d'une éventuelle résiliation de l'abonnement au cours de la période de suspension sont supportés par le titulaire.

En cas de récidive de l'infraction dans un délai de trois ans, l'amende peut être doublée et une suspension complète de l'accès à un service de communication au public en ligne peut être prononcée.

De Koning stelt de betalings- en inningstarieven, -termijnen en -regels alsook de beroepstermijnen en -regels vast.

Art. 18

Elke nieuwe overtreding die wordt vastgesteld binnen een termijn van twee jaar na het verstrijken van de beroepstermijn of, in voorkomend geval, na de beslissing van de minister genomen na beroep van de houder zoals bedoeld in artikel 17, 2°, en die is gepleegd door dezelfde houder, wordt door de aangestelde ambtenaren ter kennis gebracht van de procureur des Konings, die over de vervolging beslist.

De overtreder kan worden gestraft met geldboete van minimum honderd euro en maximum duizend euro en hij kan bovendien een beperking van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek opgelegd krijgen voor een duur die door de rechter wordt vastgesteld.

Om de straf inzake beperking van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek uit te spreken en er de duur van te bepalen, neemt de rechter de omstandigheden en de ernst van de overtreding alsook de persoonlijkheid van de dader en met name diens professionele of sociale activiteit in aanmerking.

Het uitvoerbaar vonnis dat de beperking van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek beveelt, wordt ter kennis gebracht van de provider zodat die binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de kennisgeving de beperking van die toegang ten aanzien van de betrokken houder kan uitvoeren.

Gedurende de periode waarin de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek wordt beperkt, kan de houder inschrijven op een overeenkomst met betrekking tot een vergelijkbare dienst bij een andere provider voor zover die de toegangsbeperking gedurende de vastgestelde periode handhaaft.

Een beperking van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek heeft op zich geen invloed op de storting van de prijs van het abonnement aan de provider.

De kosten van een eventuele beëindiging van het abonnement tijdens de schorsing worden door de houder gedragen.

In geval van een herhaling van de overtreding binnen een termijn van drie jaar kan de boete worden verdubbeld en een volledige schorsing van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek worden uitgesproken.

Le jugement exécutoire ordonnant la suspension complète de l'accès à un service de communication au public en ligne est notifié au fournisseur d'accès concerné afin qu'il puisse mettre en œuvre, dans un délai de quinze jours à compter de la notification, la suspension complète à l'égard de l'abonné concerné.

Art. 19

Pendant la durée de la suspension complète de l'accès à un service de communication au public en ligne prévue à l'article 18, alinéa 8, le titulaire peut souscrire à un contrat portant sur un service de même nature auprès d'un autre fournisseur d'accès pour autant que celui-ci maintienne la suspension d'accès pendant la durée fixée.

Une suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne n'affecte pas, par elle-même, le versement du prix de l'abonnement au fournisseur du service.

Les frais d'une éventuelle résiliation de l'abonnement au cours de la période de suspension sont supportés par le titulaire.

Lorsque ce service est acheté selon des offres commerciales incluant d'autres types de services de téléphonie ou de télévision, la décision de suspension complète de l'accès à un service de communication au public en ligne ne s'applique pas à ces services.

Art. 20

Le fait, pour un fournisseur d'accès, en cas de nouveau contrat avec un titulaire, de ne pas maintenir la limitation ou la suspension de l'accès prononcée à l'encontre du titulaire, telle que prévue par les articles 18, alinéa 4 et 9, est puni d'une amende de deux cents à deux mille euros.

Art. 21

Le fait, pour le fournisseur d'accès concerné, de ne pas mettre en œuvre la peine de limitation ou de suspension complète de l'accès à un service en ligne qui lui a été notifiée sur base d'un jugement exécutoire est puni d'une amende de deux cents à deux mille euros.

Art. 22

Les autorités et services publics compétents dans le secteur des communications électroniques se communiquent, d'initiative ou sur demande, les renseigne-

Het uitvoerbaar vonnis dat de volledige schorsing van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek beveelt, wordt ter kennis gebracht van de provider zodat die binnen een termijn van vijftien dagen vanaf de kennisgeving de volledige schorsing ten aanzien van de betrokken houder kan uitvoeren.

Art. 19

Gedurende de periode waarin de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek volledig is geschorst overeenkomstig artikel 18, kan de houder inschrijven op een overeenkomst met betrekking tot een vergelijkbare dienst bij een andere provider voor zover die de schorsing van de toegang gedurende de vastgestelde periode handhaaft.

Een schorsing van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek heeft op zich geen invloed op de storting van de prijs van het abonnement aan de provider.

De kosten van een eventuele beëindiging van het abonnement tijdens de schorsing worden door de houder gedragen.

Wanneer deze dienst is gekocht op grond van commerciële aanbiedingen die andere types van telefonie- of televisiediensten omvatten, is de beslissing tot volledige schorsing van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek niet van toepassing op die diensten.

Art. 20

Indien een provider in geval van een nieuwe overeenkomst met een houder de beperking of de schorsing van de toegang die tegen de houder is uitgesproken overeenkomstig artikel 18, vierde lid, en artikel 9, niet handhaaft, wordt hij gestraft met geldboete van tweehonderd tot tweeduizend euro.

Art. 21

Indien de betrokken provider de straf inzake beperking of volledige schorsing van de toegang tot een onlinedienst voor mededeling aan het publiek die hem op grond van een uitvoerbaar vonnis ter kennis is gebracht, niet uitvoert, wordt hij gestraft met geldboete van tweehonderd tot tweeduizend euro.

Art. 22

De bevoegde overheden en openbare diensten in de sector van de elektronische communicatie wisselen op eigen initiatief of op verzoek de nodige inlichtingen

ments appropriés concernant la mise en œuvre de la présente loi et les activités qui peuvent mener à des initiatives en application de celle-ci.

L'assistance fournie comprend en particulier la communication :

1° des informations qui sont utiles afin de combattre les opérations et pratiques contraires à la présente loi;

2° des renseignements concernant les nouvelles méthodes employées dans la réalisation d'opérations contraires à la présente loi ou se rapportant à des activités et schémas d'activités illégaux;

3° des renseignements concernant les observations réalisées par les autorités et services publics compétents et les résultats obtenus à la suite de l'application réussie de nouveaux moyens et techniques de lutte contre les atteintes aux droits d'auteur commises par voie électronique.

Le Roi fixe la nature des renseignements et informations visés au présent article ainsi que les modalités de leur échange entre les autorités et services publics compétents en vertu de la présente loi.

Art. 23

Tout renseignement recueilli ou communiqué, sous quelque forme que ce soit, en application de la présente loi revêt un caractère confidentiel et ne peut être divulgué aux personnes, associations et sociétés privées.

Art. 24

Les renseignements visés au présent chapitre ne peuvent être utilisés à des fins différentes de celles de la présente loi. Toutefois les autorités et services publics compétents peuvent faire état, à titre de preuve, dans leurs procès-verbaux, rapports et témoignages ainsi qu'au cours des procédures et des poursuites devant les cours et tribunaux, de renseignements recueillis et de documents consultés ou saisis conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 25

Il est créé un « Conseil de la protection des droits d'auteur sur Internet » qui est composé de :

— deux représentants du ministre qui a l'Économie dans ses attributions;

uit met betrekking tot de uitvoering van deze wet en de activiteiten die kunnen leiden tot initiatieven ter uitvoering van deze wet.

De verleende bijstand omvat in het bijzonder de mededeling van :

1° informatie die nuttig is om de operaties en praktijken die strijdig zijn met deze wet te bestrijden;

2° inlichtingen over de nieuwe methoden die worden gebruikt bij operaties die strijdig zijn met deze wet of die verband houden met plannen van illegale activiteiten;

3° inlichtingen met betrekking tot de opmerkingen van de bevoegde autoriteiten en openbare diensten en de resultaten naar aanleiding van de geslaagde toepassing van nieuwe middelen en technieken om te strijden tegen schendingen van het auteursrecht via elektronische weg.

De Koning bepaalt de aard van de in dit artikel bedoelde inlichtingen en informatie alsook de nadere regeling met betrekking tot de uitwisseling ervan tussen de bevoegde overheden en openbare diensten krachtens deze wet.

Art. 23

Alle inlichtingen die ter uitvoering van deze wet in onverschillig welke vorm worden verzameld of verstrekt, zijn vertrouwelijk en kunnen niet worden bekendgemaakt aan personen, verenigingen en privé-ondernemingen.

Art. 24

De inlichtingen bedoeld in dit hoofdstuk mogen niet worden gebruikt voor andere doeleinden dan die van deze wet. De bevoegde overheden en openbare diensten kunnen evenwel de overeenkomstig het bepaalde in deze wet verkregen informatie en geraadpleegde of in beslag genomen documenten als bewijsmateriaal gebruiken in hun processen-verbaal, rapporten en getuigenverklaringen en in procedures en vervolgingen voor hoven en rechtbanken.

Art. 25

Er wordt een « Raad voor de bescherming van de auteursrechten op het internet » opgericht, bestaande uit :

— twee vertegenwoordigers van de minister die bevoegd is voor Economie;

- six représentants des ayants droit;
- deux représentants des titulaires;
- deux représentants des fournisseurs d'accès;
- deux représentants de l'industrie des moyens technologiques de communication;
- deux avocats spécialisés en matière de droits d'auteur;
- un représentant de la Commission de la protection de la vie privée.

Les membres du Conseil sont nommés par le Roi pour une durée de quatre ans. Le mandat est renouvelable.

L'avis du Conseil est requis sur tous les projets d'arrêtés pris en exécution de la présente loi.

Dans cet objectif, il reçoit copie des mesures proposées ou prises par les agents visés par la présente loi ainsi que des décisions judiciaires rendues dans ce cadre.

Le Conseil peut également donner un avis soit d'initiative, soit à la demande du ministre compétent, sur toutes questions liées à l'application de la présente loi, sur toutes questions relatives au développement de l'offre légale de contenus culturels en ligne ainsi que sur toutes questions liées à l'évolution technologique.

À cette fin, le Conseil crée un site Internet qui reprend les sites contenant des œuvres dont la mise à disposition du public a été autorisée par les auteurs et titulaires de droits voisins.

Ce site Internet est actualisé chaque mois.

Le Conseil rédige un rapport annuel communiqué au gouvernement et aux chambres législatives dans lequel figure notamment une évaluation de la présente loi.

Les membres du Conseil sont soumis au secret professionnel en ce qui concerne les données à caractère personnel.

Le Roi fixe l'organisation et le fonctionnement du Conseil et met en place le personnel nécessaire à disposition de celui-ci.

10 décembre 2010.

Richard MILLER.

- zes vertegenwoordigers van de rechthebbenden;
- twee vertegenwoordigers van de houders;
- twee vertegenwoordigers van de providers;
- twee vertegenwoordigers van de industrie van de communicatietechnologie;
- twee advocaten gespecialiseerd inzake auteursrechten;
- een vertegenwoordiger van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De leden van de Raad worden benoemd door de Koning voor een periode van vier jaar. Het mandaat is vernieuwbaar.

Het advies van de Raad is vereist over alle ontwerpen van besluit ter uitvoering van deze wet.

Hiertoe ontvangt hij een kopie van de maatregelen die zijn voorgesteld of genomen door de door deze wet bedoelde ambtenaren alsook van de gerechtelijke beslissingen die in dit kader zijn geweest.

De Raad kan tevens op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde minister een advies geven over alle kwesties met betrekking tot de toepassing van deze wet, over alle kwesties met betrekking tot de ontwikkeling van het legale cultuuraanbod op het internet alsook over alle kwesties inzake technologische evolutie.

Hiertoe richt de Raad een website op die naar websites verwijst met werken die van de auteurs en de houders van naburige rechten ter beschikking van het publiek mogen worden gesteld.

Die internetsite wordt elke maand geactualiseerd.

De Raad stelt een jaarverslag op dat aan de regering en de wetgevende kamers wordt meegedeeld waarin met name een evaluatie van deze wet wordt gemaakt.

De leden van de Raad zijn gebonden door het beroepsgeheim wat de persoonsgegevens betreft.

De Koning bepaalt de organisatie en de werking van de Raad en stelt daartoe het nodige personeel ter beschikking.

10 december 2010.